



LIVRES

THE GOD THAT LIMPS,

Science and Technology in the Eighties

Colin Norman
A Worldwatch Institute Book
W.W. Norton & Company, New York, 1891.
224 pp., (poche)

The God that Limps est une analyse provocatrice du rôle de la science et de la technologie dans une économie mondiale qui a subi des transformations fondamentales au cours de ces dernières années. Colin Norman, un journaliste qui fut chercheur au Worldwatch Institute, démontre que les problèmes croissants auxquels doivent faire face les pays nantis comme les pays pauvres rendent le changement technologiquement plus urgent que jamais. Il estime que la science et la technologie doivent être considérées dans un contexte politique et social élargi. Elles ne sont pas seulement des instruments neutres permettant de résoudre les problèmes, mais font partie intégrante de la structure de la société. Malheureusement, les politiques actuelles de nombreux pays ont entraîné des contradictions quant à la façon de mettre au point et d'appliquer les nouvelles techniques. «La science et la technologie sont des instruments d'une puissance considérable qui devront jouer un rôle crucial lorsque seront relevés les défis des années à venir», écrit Norman. Il indique qu'il faudra des politiques qui permettront à la science et à la technologie de s'épanouir et des politiques visant à diriger le changement technologique vers des voies bénéfiques à la société et à atténuer les effets secondaires inévitables de tout changement rapide et irréversible. RS

Publication trimestrielle de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources bénéficiant de l'appui financier du PNUE, de l'UNESCO et du WWF. Subvention de l'UNESCO 1979/80 DG/2.1/414/48.

N.B.: Les opinions exprimées dans le Bulletin sont celles de la rédaction. Elles ne doivent pas être considérées comme le point de vue officiel de l'UICN. Tous les textes peuvent être reproduits sous réserve de mention spéciale. La rédaction serait reconnaissante de recevoir les textes reproduits en deux exemplaires. Les personnes désireuses de faire paraître des articles dans le Bulletin sont priées d'écrire à la rédaction.

Imprimerie Beck,
avenue Dapples 34a, 1006 Lausanne, Suisse.

AMBIO: OFFRE SPÉCIALE

Pourquoi ne pas vous abonner à une revue qui vous posera beaucoup de problèmes; les problèmes environnementaux du monde?

Les membres de l'UICN peuvent maintenant s'abonner à AMBIO, le périodique international de l'environnement publié par l'Académie royale des sciences de Suède, à un tarif réduit spécial.

Essayez AMBIO pendant un an à ce tarif spécial, et économisez 20% sur le prix de l'abonnement.

Mais il faut faire vite, cette offre expire le 1^{er} juin 1982.

- ☐ Abonnement d'institution 55 dollars. ☐ Abonnement personnel 20 dollars.
☐ Exemplaire gratuit.
☐ Chèque ou mandat (payable à l'ordre de Ambio, Académie royale des sciences de Suède) ci-joint.

Somme en dollars _____

- ☐ Carte de crédit ☐ Access/Mastercharge ☐ Visa/Barclaycard
☐ American Express ☐ Autre (précisez)
Compte N° _____ Valable jusqu'au _____

☐ Envoyez-moi la facture Adresse privée _____

Adresse d'expédition de la revue: _____

Nom _____

Institution _____

Adresse _____

Pays _____

Signature _____

Date _____

Prière de renvoyer le coupon-réponse à:
Ambio, KVA, Box 50005, S-104 05 Stockholm, Suède.

ÊTES-VOUS MEMBRE OU SUPPORTER DE L'UICN?

La majorité des lecteurs du BULLETIN sont des supporters de l'UICN ou appartiennent à une organisation membre.

Et vous?

L'UICN est une UNION D'ETATS SOUVERAINS, d'ORGANISMES DE DROIT COMMUN, d'ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES et d'AFFILIÉS qui s'occupent de lancer et d'encourager des actions fondées sur des principes scientifiques qui assureront la pérennité de l'environnement naturel de l'homme. Outre les catégories de membres citées ci-dessus, l'UICN regroupe aussi les personnes ou les organisations qui désirent devenir SUPPORTERS, en tant que: **ABONNÉ DU BULLETIN, AMI, BIENFAITEUR ou ORGANISME ASSOCIÉ.**

Si vous désirez recevoir des détails concernant les cotisations annuelles et d'autres renseignements, pourquoi ne pas remplir le formulaire ci-dessous?

Renvoyer à: Services des membres, UICN, Avenue du Mont-Blanc, CH-1196 Gland, Suisse.

Veuillez m'envoyer des détails concernant les membres de l'UICN* _____

Veuillez m'envoyer des détails concernant les supporters de l'UICN* _____

(* Cocher la rubrique appropriée)

Nom _____

Nom de l'organisation _____

(s'il y a lieu) _____

Adresse _____

Signature _____

Date _____



Bulletin

UNION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE ET DE SES RESSOURCES - 1196 GLAND - SUISSE

NOUVELLE SÉRIE VOL. 13 Nos 1-2-3

JANVIER/FÉVRIER/MARS 1982

PUBLIÉ AVEC L'AIDE FINANCIÈRE DE PNUE, DE L'UNESCO ET DU WWF

LA STRATÉGIE À L'ŒUVRE

LA SMC AUJOURD'HUI

Au cours du lancement, en 1980, de la stratégie mondiale de la conservation, des Présidents, des Premiers Ministres, des rois et des chefs d'Etats se sont tous prononcés en faveur de ses buts. Tous étaient d'accord pour penser qu'un développement durable était accessible par la conservation des ressources vivantes. C'était un grand pas en avant.

Un début prestigieux exige une suite qui ne l'est pas moins. Aujourd'hui, avec le recul que donnent deux années, l'on peut dire que les progrès de mise en œuvre des objectifs de la Stratégie ont été impressionnants, même si la tâche n'a pas toujours été rapide ou facile. Effectuer une transformation importante des politiques et des programmes gouvernementaux peut être un processus lent, même lorsque l'accord des instances les plus élevées est acquis.

L'UICN continue à jouer un rôle crucial dans le maintien de l'impulsion donnée et dans la transformation des buts de la stratégie en une réalité pratique.

En janvier 1982, l'UICN a lancé le Plan d'action de la Stratégie mondiale de la conservation. D'un montant de 250'000 dollars, ce projet est financé par le WWF et coordonné par le Centre de la conservation pour le développement. L'objectif global est de parvenir à une mise en œuvre plus étendue et plus efficace de la SMC et de surveiller et faire connaître les activités de mise en œuvre dans le monde.

Depuis le lancement de la SMC, 38 nations ont déjà pris des mesures pour mettre en œuvre ses éléments clés au niveau national, ou ont indiqué qu'ils allaient le faire. L'UICN assiste activement neuf de ces pays dans leur travail.

Le Plan d'action de la SMC centrera ses efforts sur un petit nombre de pays, principalement dans le tiers monde, afin d'y assurer un succès maximum aux activités de conservation. Le choix de ces pays est en cours, avec l'aide des Commissions, des conseillers et des consultants de l'UICN.

«Par le mandat manifeste confié par ses membres lors des deux dernières Assemblées générales, l'UICN est totalement engagée à la mise en œuvre de la SMC. Par conséquent, ce projet reflète la priorité numéro un de notre organisation», a dit M. Lee Talbot, Directeur général de l'UICN.



PAYS PRÉPARANT DES STRATÉGIES NATIONALES DE LA CONSERVATION

La surveillance continue de la mise en œuvre de la SMC et de ses éléments se fera sur une base très élargie.

«Pour ce faire, nous recherchons les contributions de tout le réseau de l'UICN», indique Mike Cockerell, Directeur du Centre de la conservation pour le développement. «Nous étudierons l'élaboration des stratégies et des plans de la conservation applicables à l'échelon régional, national ou subnational». L'objectif est de faciliter la diffusion de l'information concernant la mise au point des stratégies et des plans de conservation de par le monde.

«Cette entreprise permettra à l'UICN de mieux définir son rôle potentiel dans les différents pays, en ce qui concerne l'étude et la promotion des principes d'un développement durable», a ajouté Mike Cockerell. «Le Centre attend les observations et informations sur la mise en œuvre de la SMC dans différents pays ainsi que les suggestions des membres concernant les régions nécessitant un appui accru de l'UICN».

Le succès ultime de la SMC dépend de l'ampleur de l'appui accordé à tous les niveaux afin d'assurer que ses principes et objectifs sont traduits en politiques nationales viables qui pourront réellement s'enraciner dans le tissu social de chaque pays. L'UICN a entrepris la tâche qui lui est dévolue aux termes de la SMC - celle de promouvoir et de mettre en œuvre la Stratégie - mais le succès de l'entreprise dépendra de la force de dévouement et de courage des milliers de personnes qui, au sein

d'organisations gouvernementales et non gouvernementales internationales, nationales et locales traduisent les suggestions de la Stratégie en réalité pratique. □

Le présent numéro du Bulletin donne le détail de ce qui s'est produit depuis le lancement de la SMC. Le lecteur trouvera en page 21 un tableau indiquant les pays qui préparent une stratégie nationale de la conservation.

SOMMAIRE

UICN Actualités	page 2
Editorial	3
Accord signé avec l'Indonésie	4
L'UICN et l'avenir d'une zone humide	4
Formation d'un service commun de l'environnement	5
Le Prince Philip devient Vice-Président de l'UICN	5
L'OMS publie une déclaration sur les primates	6
SIEP: Lancement d'un nouveau service du CCD	7
L'oryx d'Oman rendu à la vie sauvage	7
Commissions - activités en bref	10-12
Le Président du Costa Rica et la conservation	13
Stratégie mondiale de la conservation aujourd'hui	14-20

LE DIRECTEUR DE L'UNESCO VISITE L'UICN. A l'invitation du président de l'UICN, le professeur Kassas, Monsieur Amadou M. M'Bow, Directeur général de l'Unesco, s'est rendu en visite officielle au siège de l'UICN le 17 novembre 1981. Un fructueux échange de vues a eu lieu sur le rôle de la conservation dans le programme de l'Unesco et sur les liens historiques et futurs entre les deux organisations. Cette visite a été suivie d'une session de travail de deux jours entre des membres de l'Unesco et de l'UICN en février 1982.

LE SÉNÉGAL REND HOMMAGE AUX ACTIVITÉS DE CONSERVATION DE L'UICN ET DU WWF. Les distinctions les plus prestigieuses du Sénégal ont été conférées le 31 août aux directeurs généraux de l'UICN et du WWF à Gland, Suisse. Deux membres du personnel de l'UICN qui travaillent depuis des années en étroite collaboration avec les responsables des parcs nationaux sénégalais ont également été mis à l'honneur pour leurs activités et leurs expertises. M. Lee Talbot, Directeur général de l'UICN et M. Charles de Haes, Directeur général du WWF ont été élevés au rang d'officiers de l'Ordre national du Lion. Pierre Portas, directeur des projets UICN/WWF pour l'Afrique, et le Dr Maarten Bijleveld, secrétaire de la Commission de l'écologie de l'UICN, se sont vu conférer le titre de chevalier. Les distinctions ont été remises au siège de l'UICN et du WWF par M. André Sonko, Secrétaire général du Gouvernement sénégalais.

LE PRIX PRONATURA DÉCERNÉ À UN EMPLOYÉ DE L'UICN. Bernardo Zentilli, chargé du bureau régional de l'UICN en Amérique Latine et aux Caraïbes, a été récemment honoré pour sa contribution au mouvement de la conservation au Paraguay. Une médaille commémorative et le titre de membre honoraire à vie de la Société paraguayenne pour la protection de la nature (Pronatura) lui ont été décernés à l'ONU à Genève par Mme Rosa Villamayor Orve, Présidente de Pronatura et Son Excellence l'ambassadeur Pedro Mir.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'UICN À LA SOCIÉTÉ ROYALE DE GÉOGRAPHIE. «Nos calculs peuvent maintenant montrer au monde que la conservation se justifie pour la plus égoïste des raisons - notre propre survie», a déclaré M. Lee Talbot à la Société royale de géographie à Londres, le 23 novembre 1981. «Ce qu'il nous faut pour mettre en œuvre la Stratégie mondiale de la conservation, c'est ce que nous pourrions appeler une science de l'homme élargie», a-t-il dit. Cette science est une véritable écologie humaine capable d'être appliquée aux formidables défis que nous lance l'avenir. «Je crois que notre approche intellectuelle traditionnelle ne peut former des gens capables de s'occuper de l'environnement - ou si elle y parvient, c'est malgré elle. A mon avis, ce vers quoi nous devons tendre, c'est la formation d'une nouvelle espèce de scientifique qui combinerait les meilleurs éléments de la pensée géographique et écologique», a noté M. Talbot. Il a exprimé l'espoir qu'il deviendra possible, avec le temps, de former des spécialistes qui posséderont une manière plus globale d'aborder la conservation que ceux des disciplines traditionnelles.

NOUVELLES DE LA CITES. L'Autriche a déposé ses instruments d'adhésion le 27 janvier 1982, devenant ainsi la 76^e partie à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction. Voilà une bonne nouvelle, assortie d'une nouvelle moins bonne: l'adhésion est marquée d'une clause restrictive concernant deux espèces menacées de crocodile: *Crocodylus porosus* et *Crocodylus cataphractus*. La raison de cette clause est vraisemblablement de nature commerciale. L'industrie autrichienne du cuir entend poursuivre le commerce de produits fabriqués à partir de ces espèces. L'Autriche suit ainsi l'exemple d'autres pays qui travaillent le cuir, tels que la France, la République fédérale d'Allemagne, l'Italie, le Japon et la Suisse.

1981 a été une année active pour la CITES. Durant cette période, six pays ont adhéré à la CITES et trois ont ratifié la Convention. Les adhérents sont la République-Unie du Cameroun, la République populaire de Chine, la République populaire révolutionnaire de Guinée, le Libéria, le Mozambique et le Zimbabwe, alors que l'Argentine, la Colombie et les Philippines ont ratifié la CITES.

Le Secrétariat de la CITES compte un nouveau visage. Longtemps responsable «dans l'ombre» de la conservation à Hong Kong, Chris Huxley s'est joint à l'équipe de la CITES à Gland pour une courte période. Huxley connaît bien sa branche. Il fut à Hong Kong le premier responsable à débarrasser la colonie du trafic illicite de fourrures, ivoire, cornes de rhinocéros et animaux vivants rares. Il a procédé à plus de 300 saisies et ses activités ont permis de traîner devant les tribunaux des contrebandiers de fourrures de guépards et de phoques, de peaux de crocodiles et d'ivoire.

M. Huxley, 35 ans, diplômé en zoologie de l'Université de Southampton au Royaume-Uni, travaille également à temps partiel pour l'Unité de surveillance continue du commerce de la faune (USCCF) à Cambridge, Royaume-Uni.

REMISE DE L'ARCHE D'OR. Marc Dourojeanni, Conseiller régional de l'UICN pour l'Amérique Latine est devenu Membre de l'Ordre de l'Arche d'or en novembre 1981. Cette distinction lui a été remise en reconnaissance de ses activités dans le domaine de la conservation au cours des 22 dernières années. L'Arche d'or, ordre créé par SAR le Prince Bernhard des Pays-Bas, est conféré chaque année par le Prince à des hommes ou des femmes qui ont apporté une contribution importante à la conservation de la faune et à l'environnement.

MESSAGE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL



M. Lee Talbot, Directeur général de l'UICN, dans son bureau de Gland, Suisse.

Photo: M. Dépraz

Dans notre quête de développement économique, de maintien et d'amélioration de la qualité de la vie, il nous faudra composer avec la réalité de ressources limitées et la capacité de charge des écosystèmes et tenir compte des besoins et des aspirations des générations futures. Tel est le message central présenté dans la Stratégie mondiale de la conservation. Un autre message fondamental de la Stratégie est que la conservation et le développement sont essentiels l'un pour l'autre. Si le développement n'est pas fondé sur des principes de conservation rationnels, il ne sera pas durable et ses avantages pour le bien-être de l'humanité seront, au mieux, de courte durée. Dans le même temps, s'il n'y a pas développement approprié - et écologiquement sain - il n'y aura pas de conservation en raison des besoins matériels d'un nombre toujours croissant d'êtres humains nécessitant une aide au développement.

Ces principes sont au cœur de ce que l'on a appelé «les nouvelles orientations de la conservation internationale», qui ont été chaleureusement approuvées lors de l'Assemblée générale de l'UICN à Christchurch l'automne dernier, et que l'UICN s'est fermement engagée à suivre. Pour beaucoup de gens, ce lien entre conservation et développement est une idée nouvelle. Pourtant, ces «nouvelles orientations» forment une part importante de la façon d'agir de l'UICN depuis sa création en 1948.

Le premier nom donné à l'UICN était «Union internationale pour la protection de la nature». Aujourd'hui, «protection de la nature» possède une connotation fortement préservationniste. Toutefois, comme le montre le premier Préambule aux Statuts de l'UICN, les fondateurs de l'Union donnaient à ce terme virtuellement le même sens que celui souvent donné de nos jours au terme «environnement».

Dès le début, le rapport entre conservation, développement et bien-être de l'homme a constitué un élément central des

activités de l'UICN. Les thèmes des Réunions techniques internationales de l'UICN le montrent clairement, puisqu'ils ont abordé des sujets tels que «Le rôle de la recherche dans la conservation des ressources naturelles» (Lake Success, 1949), «L'usage du feu dans l'agriculture» (Caracas, 1952), «Insecticides et herbicides» (Copenhague, 1954), «Erosion et civilisations» (Athènes, 1958), «L'écologie de l'homme en milieu tropical» (Nairobi, 1963), et «La conservation dans la planification de l'utilisation des terres» (New Delhi, 1969). Le thème de la 11^e Assemblée générale de l'UICN (Banff, 1972) a été «La conservation pour le développement» et nombre des publications de l'UICN, telles que la série «Lignes directrices écologiques pour le développement», sont axées sur la conservation et le développement.

Dès 1956, il était devenu clair que - pour citer l'Annuaire 1973 de l'UICN - «les mots 'protection de la nature' avaient été trompeurs, évoquant dans certains cas une image purement défensive ou même sentimentale, qui obscurcissait la tâche fondamentale que l'Union avait entreprise». En effet, dans la plupart des nombreux pays de plusieurs continents dans lesquels je m'étais rendu au cours des deux années précédentes en tant qu'écologiste de l'UICN, je m'étais aperçu que ma première tâche consistait à surmonter ce que l'on considérait comme l'image négative du nom original, à expliquer que l'Union s'intéressait à conserver la nature et ses ressources à l'intention de l'homme, et non pas seulement à protéger la nature de l'impact de l'homme.

L'Assemblée générale 1956 à Edinbourg changea le nom en celui que nous connaissons aujourd'hui. «L'Union pour la conservation de la nature et de ses ressources» est manifestement le résultat d'un compromis entre ceux qui ne voulaient pas de changement et ceux qui estimaient que le changement était essentiel. Cependant, à cette époque tout au moins, le nom apportait

Suite en page 21

ACCROÎTRE LA COOPÉRATION POUR LA CONSERVATION

Extrait du discours de clôture de la 15^e Session de l'Assemblée générale de l'UICN à Christchurch, Nouvelle-Zélande, prononcé par le Président de l'UICN, M. Mohamed Kassas.

«La conservation serait fructueuse si nous disposions des politiques nécessaires et de la participation du public. Nous ne pouvons constamment blâmer les gouvernements et les institutions. Nous devons motiver nos populations. Nous ne pouvons demeurer un petit groupe d'activistes. La transformation de toute la société en un groupe d'activistes serait un immense succès. Voilà ce que nous devons rechercher.

Nous vivons dans un monde accablé de problèmes complexes. Ces problèmes sont variés et considérables. Mais nous ne sommes pas les seuls à nous en occuper. Nous pourrions être désespérés si, dans cette Union, nous essayions de nous attaquer à tous les problèmes liés à la conservation de l'environnement et à l'avenir de l'homme, tous aussi importants qu'urgents. Il y a bien d'autres organisations dans le monde qui s'occupent de ces problèmes. L'UICN doit définir clairement ses priorités. Nous devons établir une coopération et une collaboration totales avec nos organisations sœurs qui s'occupent des problèmes et de l'avenir de la planète.

L'UICN est une Union composée d'un grand nombre d'éléments. Nous avons des Etats membres, des organismes gouvernementaux, des communautés scientifiques, des sociétés ou des groupes de gens qui sont fortement motivés et actifs dans le mouvement de la conservation. Nous avons fonctionné au plus grand dénominateur commun. C'est là le génie de notre Union et j'aimerais que les gens le comprennent. Je pense que ce génie dérive de la structure même de l'Union. Bien qu'elle soit variée par les institutions qui la composent, elle n'est pas dispersée dans son objectif. Nous ne sommes pas en désaccord avec notre cause. Nous travaillons tous dans le même but. Un autre aspect de ce génie est notre grande richesse - toute cette armée de bénévoles qui viennent nous aider et contribuent à notre travail. Par nos Commissions, nos divers organismes, notre grande richesse, ce sont tous ces gens qui nous aident. Notre génie vient aussi du fait que nous avons tout simplement de la chance. Nous avons été dirigés par des hommes tels que Budowski, Poore, Munro et Talbot. Ils ont été aidés par les membres dévoués du Secrétariat. Je n'ai vu nulle part ailleurs des gens travailler si durement et avec tant de dévouement.

Il est très important pour nous de demeurer politiquement indépendants. Je lance un appel à tous nos membres, Etats, organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, pour qu'ils nous aident à conserver cette indépendance politique afin que nous puissions avoir un impact et une influence sur le cours de la vie actuelle.

NOUVELLES INTERNES

ACCORD SIGNÉ AVEC L'INDONÉSIE

Assurer l'utilisation durable des ressources naturelles de l'Indonésie, tel est le but d'un accord de cinq ans signé le 10 novembre 1981 par l'UICN, le WWF et le Gouvernement de l'Indonésie. Le nouveau programme s'efforcera de lier les projets de l'UICN/WWF à d'autres activités de développement du type du Projet de la Banque mondiale de mise en valeur des parcs nationaux. Un nouveau projet d'un montant d'un million de dollars est également envisagé visant à assurer un développement communautaire au demi-million de personnes vivant dans les zones tampons qui entourent les trois parcs nationaux indonésiens; c'est auprès des agences internationales de développement que sera recherché le financement de ce projet.

Selon M. Lee Talbot, Directeur général de l'UICN, «L'axe principal de ce nouveau programme quinquennal témoigne d'une véritable intégration de la conservation dans le développement». (M. Talbot a été le premier écologiste de l'UICN à visiter Java et Sumatra il y a plus de 26 ans pour une étude de conservation.)

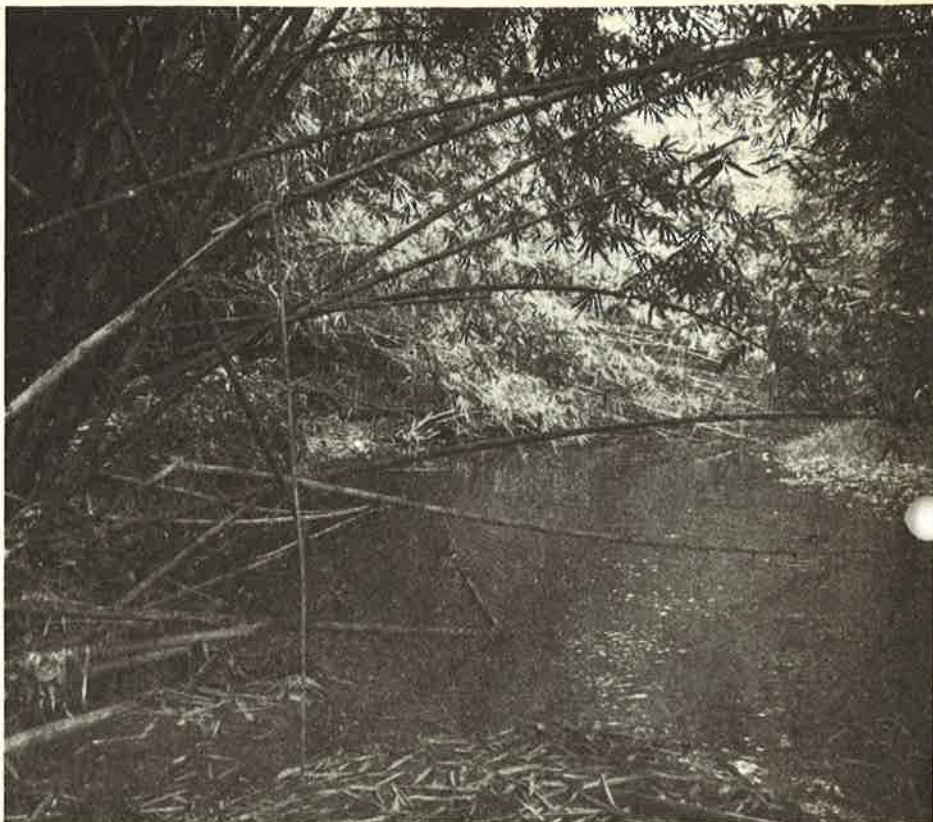
L'accord a été signé au siège de l'UICN/WWF à Gland, Suisse, par M. Koesnadi Hardjasoemantri, Secrétaire général du Ministère d'Etat pour la Surveillance du Développement et de l'Environnement, M. Lee Talbot et M. Charles de Haes, Directeur général du WWF. Depuis 1977, l'UICN/WWF ont financé 37 projets en Indonésie pour un montant supérieur à 1,5 million de dollars. Il est prévu qu'une somme analogue sera engagée au cours du prochain programme quinquennal entré en vigueur le 1er janvier 1982.

«Les activités de conservation en Indonésie sont un modèle pour les autres nations», a fait observer Charles de Haes. Il a souligné que l'accord était fondé sur les objectifs de la Stratégie mondiale de la conservation, afin de garantir que les programmes de conservation seront réellement à l'avantage des populations d'Indonésie.

Un grand nombre des projets actuels de l'UICN/WWF contribuent à la gestion du réseau indonésien de 196 zones protégées qui couvrent 4% environ de la surface terrestre du pays. Les responsables indonésiens de la conservation espèrent accroître ce total de 50% au cours des cinq prochaines années.

La part du budget national affectée à la protection de la nature a été augmentée de 56% en 1980 pour atteindre 5,4 millions de dollars, ce qui atteste de l'engagement formel du pays à la cause de la conservation. L'appui de la base est tout aussi évident puisque l'on compte au moins 400 groupes d'amis de la nature en Indonésie.

M. Koesnadi a fait état de l'appui généreux et à long terme de l'UICN et du WWF qui permet à l'Indonésie d'envisager un programme d'auto-suffisance en matière de conservation. M. Koesnadi a également mentionné quelques-unes des nouvelles entreprises du gouvernement indonésien, dont l'élaboration d'une carte standardisée complète de l'ensemble des forêts du pays.



La réserve de Meru-Betiri sur la côte méridionale de l'est de Java (Indonésie) a été créée en 1972 pour protéger les derniers tigres de Java.

Photo: John Seidensticker

Il a en outre fait savoir que le gouvernement avait décrété que pour chaque mètre cube de bois exporté, une somme de 4 dollars serait affectée aux programmes de reboisement.

Des centres d'études de l'environnement ont aussi été établis dans toute l'Indonésie. Il existe aujourd'hui 23 centres de ce type dans divers universités et collèges techniques du pays. Chacun d'entre eux est responsable d'un aspect particulier des sciences de l'environnement.

L'Indonésie a depuis longtemps une relation active avec l'UICN. Aujourd'hui, le Directeurat de la Conservation de la Nature et de l'Aménagement de l'Environnement, un organisme gouvernemental indonésien, est membre de l'UICN. Des scientifiques et d'autres experts de la conservation en Indonésie font partie de chacune des six commissions de l'UICN.

L'UICN fonctionne depuis longtemps comme organe consultatif pour les questions d'aménagement et de mise en valeur de l'environnement en Indonésie. Au cours des cinq prochaines années, l'UICN participera à l'élaboration d'un plan d'action visant à la planification, à la gestion et au contrôle de la qualité du milieu terrestre et marin. Une importance particulière sera accordée à la gestion intégrée des bassins hydrographiques importants, afin de minimiser les effets des programmes à grande échelle de modification de l'utilisation des terres et de préserver les éléments essentiels du patrimoine naturel et culturel du pays. □

L'UICN ET L'AVENIR D'UNE ZONE HUMIDE

Les autorités de Catalogne sont confrontées à la question d'autoriser la construction d'une station balnéaire dans l'une des dernières zones humides côtières d'Espagne.

La région en cause est Aiguamolles de Muga y Fluvià, qui s'étend sur environ 1100 ha le long du golfe de Rosas (sur la Costa Brava, à 9 km de la frontière française). La région, fréquentée par un grand nombre d'espèces d'oiseaux migrateurs, a une grande importance écologique, car elle fait partie intégrante du régime hydrologique de la région.

Un groupe international de promoteurs se propose de transformer la zone humide en station pouvant recevoir 45'000 touristes. Les autorités de Catalogne ont institué un embargo de six mois (qui a pris fin début mars 1982) sur tout plan de développement de la région jusqu'à ce qu'une évaluation objective de la situation ait été faite. L'UICN est l'organisation internationale choisie pour examiner le cas.

Une mission composée de membres des commissions de l'écologie et de la planification environnementale a visité la région à la mi-février. La délégation était conduite par le professeur Engelhardt. Elle a examiné l'importance écologique de la région et les conséquences du développement envisagé sur les ressources en eau, en flore et en faune, afin de donner son avis sur le parti à prendre. □

NOUVELLES INTERNES

FORMATION D'UN SERVICE COMMUN DE L'ENVIRONNEMENT

Depuis 1977, la création d'un Centre de la conservation pour le développement avait été activement envisagée, sur la recommandation de Maurice Strong, alors Président du Bureau de l'UICN. Le Centre est devenu opérationnel en avril 1981.

En février 1981, encouragé par les demandes de plusieurs agences bilatérales et multilatérales d'aide au développement, l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED) a diffusé un document sur la formation d'un Service consultatif environnemental IIED, qui devait être examiné avec les agences de développement. Un tel service devait être fondé sur l'expérience considérable de l'IIED en sciences naturelles et en sciences sociales, notamment en économie, droit, sociologie et planification physique.

Après la création du Centre de la conservation pour le développement (CCD) de l'UICN, des réunions ont été tenues avec l'IIED pour déterminer comment combiner les forces des deux organisations en un service consultatif environnemental commun.

Le CCD et l'IIED ont reçu à cet égard les

encouragements des agences de développement. En conséquence, plusieurs activités communes ont été entreprises par les deux organisations. Sir Arthur Norman du WWF-Royaume-Uni a activement contribué à réunir les deux organisations.

Le 21 janvier 1982, un Mémoire d'accord officiel a été signé par M. Lee Talbot, Directeur général de l'UICN, et M. William Clark, Président de l'IIED, à l'occasion de la première réunion du Comité consultatif du Service environnemental commun (SEC) à Londres.

Cette réunion a été précédée et suivie de deux événements marquants pour le SEC. En décembre 1981, Brian Johnson, Directeur des programmes de l'IIED, et Mike Cockerell, Directeur du CCD, ont été invités à participer à la 13^e réunion de coordination des agences de financement du développement national et régional arabe au Koweït, afin de présenter le SEC et de parler de l'importance de la conservation dans le processus du développement. Huit sur dix des plus grandes institutions de financement arabes participaient à cette réunion,

et elles ont clairement indiqué qu'elles comprenaient la nécessité d'analyser avec attention l'incidence des programmes de développement de leurs pays sur les ressources naturelles.

Après la réunion du Comité consultatif du SEC, les directeurs du CCD et de l'IIED ont rencontré M. Pisani, Commissaire au Développement auprès de la Communauté européenne à Bruxelles. Ils ont examiné en détail les éléments de collaboration entre la Commission et le SEC et l'on espère qu'une relation de travail étroite sera instituée pour les projets financés par le Fonds européen de développement.

Mike Cockerell, Directeur du CCD indique qu'il est encore trop tôt pour savoir comment le SEC évoluera. «Ce type de lien est très favorablement perçu par un grand nombre d'institutions d'aide au développement», a-t-il dit. «Des liens analogues avec d'autres ONG, pour des projets particuliers, seraient extrêmement souhaitables, au fur et à mesure du développement des autres programmes du CCD». □

LE PRINCE PHILIP DEVIENT VICE-PRÉSIDENT DE L'UICN



Son Altesse Royale, le Duc d'Edinbourg et Sir Peter Scott lors de la réunion du Conseil d'administration du WWF, à Slimbridge, Royaume-Uni, en juin 1978.

Photo: WWF

L'OMS PUBLIE UNE DÉCLARATION SUR LES PRIMATES

Une consultation officielle sur le Programme international de l'OMS sur les ressources en primates a été organisée du 9 au 12 novembre 1981 par l'Organisation mondiale de la Santé à Genève. Dix-sept spécialistes du monde entier y ont participé.

La consultation a adopté une déclaration de principes sur l'emploi des primates à des fins biomédicales, qui avait été élaborée pour l'UICN par le Groupe de spécialistes des primates de la CSE et adoptée par la CSE à sa 55^e session à New Delhi en février 1981, puis approuvée par le Bureau de l'UICN.

La déclaration de principes a été conjointement publiée par l'OMS et le Groupe de la conservation des écosystèmes (ECG) qui est composé de membres du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et de l'UICN. En 1981, l'ECG a convenu qu'une telle déclaration de principes était nécessaire et avait prié l'UICN de l'élaborer. La déclaration conjointe reflète aussi la position de l'UICN et est reproduite ci-dessous.

Déclaration de principes de l'Organisation mondiale de la Santé et du Groupe de la conservation des écosystèmes sur l'emploi des primates à des fins biomédicales.

L'ECG et l'OMS reconnaissent que les primates jouent un rôle important dans la recherche et les tests biomédicaux et que leur emploi en tant qu'animaux d'expériences a apporté une contribution réelle aux progrès réalisés dans les domaines de la santé et de la lutte contre la maladie.

L'ECG et l'OMS se sont engagés à maintenir l'actuelle diversité de l'ordre des primates et à veiller à la survie de populations représentatives et autonomes de toutes les espèces dans leurs habitats naturels.

L'UICN a défini 76 espèces de primates comme **rare, vulnérables** ou **menacées**. Ces espèces se trouvant soit en déclin ou déjà à des niveaux de population extrêmement bas et précaires, toute exploitation

menace leur survie à long terme. Par conséquent, l'ECG et l'OMS recommandent vivement que:

1) les espèces **rare, vulnérables** ou **menacées** ne soient utilisées pour des projets de recherche biomédicale que si elles proviennent de fermes d'élevage en captivité (dans l'élevage en captivité tous les animaux doivent être au moins de la deuxième génération);

2) les espèces dont le **statut est inconnu** ou **indéterminé** ne soient pas utilisées pour des projets de recherche de ce type avant que l'on ait obtenu des données suffisantes indiquant qu'elles ne sont ni **rare, ni vulnérables, ni menacées**.



Le chimpanzé est un exemple du type d'espèces dont la déclaration recommande la protection totale dans la nature.

Photo: J. Vershuren

On utilise actuellement dans le monde entier pour la recherche ou les tests biomédicaux des individus de plus de 30 espèces de primates, dont la majorité sont capturés dans la nature. Pourtant jusqu'ici, aucune stratégie de capture à rendement continu des primates sauvages, fondée sur des études écologiques à long terme et des données démographiques adéquates, n'a été mise au point

pour les primates. Des pertes constantes d'habitat dans la plupart des régions où vivent les primates rendent difficiles et souvent peu fiables les projections démographiques. Par conséquent, l'ECG et l'OMS recommandent que:

1) les primates capturés dans la nature soient principalement utilisés pour l'établissement de colonies d'élevage en captivité, dont le but serait de reproduire en captivité la plupart des primates utilisés pour la recherche, ou tous, selon les espèces.

2) les populations d'espèces de primates apparemment communes ne soient capturées que: a) dans des régions d'aménagement spéciales où des données démographiques existent, où les populations sont continuellement surveillées pour éviter la surexploitation, et où des stratégies de capture à rendement continu sont mises au point et éprouvées; b) dans des régions où les animaux vivent dans un milieu agricole ou fortement modifié par l'homme et où il a été prouvé qu'ils étaient nuisibles à l'agriculture et y seraient abattus; c) ou dans des régions où l'habitat est déjà détruit, où les primates seraient tués ou mourraient de faim ou de stress, et où leur déplacement n'est pas envisageable.

Afin de minimiser l'incidence sur les populations en liberté, l'ECG et l'OMS demandent instamment que les techniques de capture, de garde et de transport soient suffisamment perfectionnées pour que les morts accidentelles, la destruction des habitats et des groupes familiaux et les autres formes de gaspillage soient réduites au strict minimum.

L'ECG et l'OMS demandent instamment aux chercheurs et aux agences de financement d'aider au contrôle du commerce international des primates, en exigeant les documents nécessaires d'exportation et d'importation pour tous les animaux qu'ils achètent ou obtiennent et en refusant des animaux obtenus en contrebande à la CITES et/ou aux autres législations en vigueur dans les pays exportateurs.

Pour tout autre renseignement ou des exemplaires de cette déclaration, prière de s'adresser à: Chief, Biologicals, OMS, Genève, Suisse.

CONSERVATION

NOUVELLES LOIS AU BELIZE

Le 25 novembre 1981, deux nouvelles lois ont été passées au Belize qui témoignent d'une plus grande compréhension des questions écologiques. Il s'agit de la Loi de 1981 sur les parcs nationaux et de la Loi de 1981 sur la faune et la flore sauvages.

récompenser des réalisations pour la conservation de la faune et des habitats d'importance internationale. Le prix est administré par le WWF-Etats-Unis. Il a été créé en 1974 par feu J. Paul Getty et est maintenant financé par son fils Gordon Getty. Le lauréat est choisi par un jury international.

Plusieurs scientifiques distingués et autres experts associés à l'UICN ont reçu le prix Getty au cours de ces dernières années, notamment MM. Harold Coolidge, Salim Ali, Felipe Benavides, Ian R. Grimwood et Boonsong Lekagul.

SIEP: LANCEMENT D'UN NOUVEAU SERVICE DU CCD

Le SIEP, c'est le Service pour le lancement des études d'évaluation de l'impact sur l'environnement.

Le SIEP est le nouveau service du Centre de la conservation pour le développement de l'UICN, dont le but est de fournir une aide aux pays qui ne possèdent pas l'infrastructure nécessaire pour évaluer les projets ou les plans de développement pouvant avoir un impact marqué sur l'environnement.

Pourquoi le SIEP? Mike Cockerell, Directeur du CCD, indique que, dans de nombreux pays, une procédure d'évaluation de l'impact sur l'environnement est tout à fait impossible, soit en raison de l'absence de l'infrastructure nécessaire au sein du gouvernement, soit par manque de personnel qualifié.

«Ainsi, les processus de planification du développement peuvent aller très loin avant que le facteur 'environnement' soit même envisagé» signale Cockerell. «A ce stade, des décisions peuvent déjà avoir été prises

qui entraîneront inutilement des dépenses environnementales considérables».

On ne cesse de répéter aujourd'hui qu'il est nécessaire d'intégrer très rapidement l'évaluation environnementale dans les processus de planification du développement. Ce message n'est cependant guère utile dans les pays en développement qui n'ont ni les ressources ni les mécanismes nécessaires pour lancer ou administrer une étude d'évaluation environnementale. Selon Mike Cockerell, le SIEP est la solution de l'UICN à ces problèmes.

Un projet du SIEP est maintenant en cours. Il se déroule au Zimbabwe et vise à fournir aide et avis au Conseil des ressources naturelles pour la mise en place d'une évaluation environnementale des options de la production d'énergie nouvelle. Ce projet est principalement financé par l'Agence suédoise de développement international (SIDA) et il est surtout axé sur l'incidence qu'aurait l'inondation du Parc national bien connu de Mana Pools, liée à l'une des options de production d'énergie -

un projet hydroélectrique à Mupata Gorge (entre Cariba et la Cabora Bassa), sur le Zambèze.

Il existe des limitations à l'action du SIEP. Bien que l'UICN, par exemple, soit évidemment intéressée à l'ensemble de l'évaluation environnementale, le SIEP n'est impliqué que dans la phase initiale du processus. Cette phase consiste à donner des avis concernant les termes de référence, la structure d'ensemble de l'élément 'études environnementales' du projet et l'évaluation initiale de l'impact sur l'environnement. L'accent est mis entièrement sur les premières étapes du processus de planification du projet, au moment où le choix entre les diverses possibilités est encore ouvert, et avant que trop de décisions aient été prises.

Le développement complet de ce service se fera graduellement, mais les gouvernements sont d'ores et déjà encouragés à présenter des demandes au Centre de la conservation pour le développement, UICN, 1196 Gland, Suisse.

NOUVEAU CHEF POUR LA CITES

Le Directeur général a annoncé la nomination, à compter du 15 avril 1982, de M. Eugène Lapointe, au poste de Secrétaire général de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), qui est administrée par l'UICN au nom du PNUE. M. Lapointe a été désigné par le Directeur exécutif du PNUE, après consultation avec le Comité permanent des 77 gouvernements parties de la CITES, qui avait institué un comité de sélection et une procédure internationale de recrutement à cette fin.

M. Lapointe, juriste auprès du Département de l'industrie, des échanges et du commerce du Canada, était, depuis 1974, chargé de la mise en œuvre, au point de vue juridique, de la CITES.

L'ORYX D'OMAN RENDU À LA VIE SAUVAGE



Oryx leucoryx, l'oryx d'Arabie à Oman.

Photo: WWF/H. Jungius

Ses premiers pas furent hésitants. Il devait savoir qu'il vivait un moment historique. En sortant de son enclos, l'oryx arabe était devenu le premier de son espèce à pouvoir vivre libre en dix ans. Neuf autres devaient bientôt le suivre.

En 1955, l'UICN conduisit une enquête sur l'état de l'oryx dans l'ensemble de son ancien territoire du Moyen-Orient. Les conclusions de l'enquête, dirigée par Lee Talbot, alors premier écologiste de l'UICN, montraient que l'oryx était condamné en raison de l'intensité du braconnage. En conséquence, le seul espoir résidait en la capture de plusieurs survivants, afin d'établir un troupeau mondial, placé en sécurité, qui fournirait des animaux pour une réintroduction dans leur habitat originel après amélioration des conditions. Ce n'est qu'en 1962 que les fonds nécessaires à la mise en œuvre de la recommandation de l'UICN

furent obtenus auprès de diverses sources, telles que la Société pour la préservation de la faune et le WWF. Une expédition placée sous la direction du Major Ian Grimwood, Membre d'honneur de l'UICN, captura un petit troupeau qui devint le noyau du troupeau mondial, implanté aux Etats-Unis.

Quelques années plus tard, l'oryx sauvage disparut, ses derniers éléments ayant été braconnés par une expédition étrangère dans la région d'Harasis à Oman. Après 10 ans, le rêve de l'UICN est devenu réalité avec cette réintroduction qui fait partie d'un programme en cours visant à réinstaller l'oryx dans son habitat originel.

Les gardiens des oryx sont les Harasis, une petite tribu ne comptant guère plus de 500 nomades vivant depuis longtemps dans la région. C'est à eux qu'a été confiée la tâche de protéger les oryx des atteintes des braconniers.

BRACONNERS PUNIS EN ZAMBIE

La plus vaste et la plus fructueuse opération anti-braconnage jamais conduite dans la vallée de la Luangwa en Zambie a eu lieu en février. Elle a eu pour résultat l'arrestation de 187 braconniers présumés, dont 80 ont déjà été jugés. 132 armes ont été saisies. Le contingent du Département de la faune sauvage qui a réalisé l'opération était dirigé par Pax Chilukole, du Fonds de sauvegarde du Rhinocéros, chef en second de l'unité anti-braconnage. L'enquête se poursuit afin de découvrir les fournisseurs d'armes et les intermédiaires. Toute chasse à l'éléphant a été interdite pendant cinq ans.

LAURÉATS DU PRIX GETTY

Deux membres de la famille de l'UICN ont reçu le 6^e Prix annuel J. Paul Getty. Il s'agit de Maria Tereza Jorge Padua, Conseillère de l'UICN. Directrice des parcs nationaux et réserves analogues de l'Institut brésilien de mise en valeur des forêts, Brasília, et de Paul Nogueira Neto, Secrétaire de l'environnement auprès du Ministère de l'Intérieur à Brasília qui a travaillé pendant de nombreuses années en collaboration avec l'UICN et fait autorité en matière de conservation au Brésil.

Le Prix J. Paul Getty pour la conservation de la faune, d'un montant de 50'000 dollars est remis chaque année pour

LA ZAMBIE MISE SUR L'ÉDUCATION

La Société pour la Conservation de la Nature en Zambie mise sur l'éducation. Si cette société membre de l'UICN s'engage à fond dans des programmes d'éducation à la conservation, c'est parce qu'elle estime qu'à la longue, la conservation et la gestion rationnelles des ressources en faune et en flore sauvages dépendent des attitudes de l'ensemble de la collectivité zambienne.



En 1972, un programme d'éducation à la conservation de petite envergure a été lancé à l'intention des jeunes membres de la société. Ce projet a maintenant pris une dimension nationale et atteignait, à la fin de l'an dernier, plus de 900 Clubs Chongololo dans les écoles primaires et plus de 200 Clubs de la Conservation dans les écoles secondaires. La société est fière de pouvoir signaler que plus de 50% de toutes les écoles secondaires du pays étaient inscrites au programme en septembre 1980, alors même que celui-ci n'avait été lancé, pour ce niveau scolaire, qu'en juin de la même année. Les projets d'éducation de la Société ont l'approbation du gouvernement.

Comment donc la Société procède-t-elle pour réussir à transmettre son message de



conservation? Premièrement, elle possède un programme actif de publications. Les Clubs Chongololo et les Clubs de la Conservation de Zambie reçoivent des magazines et des guides qui aident les enseignants à diriger les réunions des clubs. Lorsqu'elles sont disponibles, d'autres publications gratuites sont aussi offertes par la Société, dont des manuels, des affiches et des tableaux.

Deuxièmement, son organisation est efficace. Chacune des huit branches de la Société désigne un organisateur bénévole qui est chargé de coordonner les activités des Clubs Chongololo et des Clubs de la Conservation du district, et d'organiser des conférences, des projections de films et de diapositives, et des excursions dans des régions intéressantes. Le rôle le plus efficace que peuvent jouer les organisateurs de chaque branche est de catalyser les activités des clubs et d'encourager chacun des districts à former ses propres comités de Clubs afin d'assurer une continuité à l'avenir.

La Société pour la Conservation de la Nature en Zambie souligne que les programmes insistent sur la notion du «aide-toi, le Ciel t'aidera» plutôt que de tout offrir sur un plateau. Certaines branches de la Société possèdent leurs propres camps, lodges, parcelles ou zones naturelles qui peuvent être utilisées par les différents clubs à des fins éducatives. C'est aussi la Société qui a mis sur pied les deux camps de la nature situés dans les Parcs nationaux Kafue et Luangwa; ceux-ci sont maintenant administrés par le Service des Parcs Nationaux et de la Faune et de la Flore Sauvages.

Mais tout ceci n'est qu'un des aspects des activités de la Société. Elle gère aussi un service très complet de films sur la nature, administré de Lusaka, et produit un programme hebdomadaire de radio intitulé «The Chongololo Clubs of the Air». Une rubrique, les «Wildlife Notes» du Warthog (le phacochère), est rédigée régulièrement par la Société pour le *Times of Zambia*. L'an dernier, la Société a lancé une nouvelle série de son magazine officiel «Black Lechwe», qui comprend une section réservée aux articles scientifiques de recherche sur la faune et la flore sauvages.

Les membres de cette ONG affiliée à l'UICN notent que leur arme la plus efficace pour atteindre les régions éloignées est l'Unité mobile d'éducation sur le terrain qui consiste en un bus «audio-visuel» piloté par un responsable de l'éducation sur le terrain. Pendant l'année scolaire, cette unité se rend dans les différents districts de Zambie (il existe des clubs dans chacun des 53 districts du pays) et y organise des séminaires, des ateliers et des cours de formation. Ces cours sont organisés avec l'aide de responsables de l'éducation dans le district, des organisateurs de chaque branche de la Société, de responsables des forêts, des ressources naturelles, de la pêche, de l'agriculture, du Service des Parcs nationaux, et de bien d'autres personnes dévouées et intéressées. L'Unité part du principe qu'il est plus

rationnel, en temps et en argent, de former des responsables de clubs qui, à leur tour, formeront les membres de ce club, que de tenter de visiter tous les Clubs Chongololo et les Clubs de la Conservation du pays. Ce vaste réseau se réunit chaque année au cours du Séminaire national d'éducation à la conservation, organisé à l'intention des représentants de tous les clubs de l'ensemble du pays.

La Société pour la Conservation de la Nature en Zambie est un organisme non gouvernemental sans but lucratif qui s'est totalement engagé à maintenir le vaste réseau d'éducation à la conservation qui a été établi en Zambie.

La recherche est aussi un élément clé de l'action de la Société. Plusieurs chercheurs ont séjourné en Zambie l'an dernier. La Société a lancé une nouvelle série de relevés par avion du Kafue lechwe afin d'établir les tendances actuelles des populations animales. Ce projet est réalisé par le personnel de la Société avec la collaboration du Service de la faune et de la flore sauvages et de l'Université de Zambie.

La Société s'intéresse aussi à plusieurs autres questions environnementales. Elle s'efforce par exemple de faire connaître le problème de la pollution par les insecticides afin de sensibiliser le public. Les membres désiraient qu'une organisation soit créée pour surveiller et contrôler l'utilisation des insecticides dans le pays.

La Zambie a misé sur l'éducation à la conservation et ces efforts commencent déjà à porter leurs fruits. □

NOUVELLES DES MEMBRES

Depuis notre point de la situation dans le dernier Bulletin, la Principauté du Liechtenstein est devenue le 57^e Etat membre de l'UICN. Notification de l'adhésion aux statuts de l'UICN a été adressée le 21 décembre 1981 à M. Lee Talbot, Directeur général de l'UICN, par le Comte A.F. de Gerliczy-Burian, chef du Bureau des relations internationales de la Principauté du Liechtenstein.

Les membres se répartissent donc comme suit:

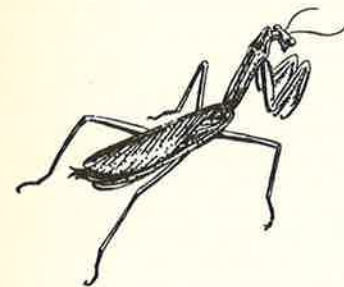
Etats	57
Organismes gouvernementaux	119
Organisations non gouvernementales internationales	24
Organisations non gouvernementales nationales	291
Affiliés	6
Total	497

Pays représentés par ces membres: 111

Ces chiffres comprennent quelques membres dont les droits ont été suspendus par les 14^e et 15^e sessions de l'Assemblée générale en raison de leurs arriérés de cotisations. □

EN PRÉPARATION: LE RED DATA BOOK SUR LES INVERTÉBRÉS

Sue Wells



Le travail de préparation du *Red Data Book* sur les invertébrés a bien avancé et l'on attend sa publication fin 1982 ou début 1983.

Pourquoi les invertébrés?

Tout d'abord, ils renforcent l'idée que ce qui est petit peut être puissant. Les invertébrés constituent trois quarts environ des espèces connues dans le monde et jouent, par conséquent, un rôle vital dans de nombreux processus écologiques. Ils sont un important élément des chaînes alimentaires de la plupart des vertébrés et jouent un rôle essentiel dans le recyclage des débris végétaux et dans le maintien de la fertilité des sols.

Les invertébrés sont stupéfiants, ne serait-ce que par leur nombre. On compte aujourd'hui 1 166 000 invertébrés nommés, dont quelques 800 000 insectes. Que voilà un chiffre impressionnant, surtout si on le compare aux chiffres connus pour les plantes à fleurs: 250 000 et les vertébrés 21 000.

N'oublions pas les avantages apportés à l'homme par les invertébrés. Même si 5% environ des invertébrés sont des porteurs de maladies ou des parasites, nombreux sont ceux qui sont importants pour l'homme. Les crustacés et les mollusques, par exemple, fournissent une grande partie de leurs protéines aux habitants des côtes. En termes de valeur économique, les crevettes sont un grand favori sur le marché. Nombre d'invertébrés contiennent des substances actives pour des médicaments dont l'extraction est souvent plus économique que la production de synthèse. Les invertébrés sont aussi utilisés dans la lutte biologique comme indicateurs de pollution et ils représentent un matériel de recherche précieux dans plusieurs disciplines scientifiques.

Mais tout ne va pas pour le mieux dans le monde des invertébrés. Chaque année, alors que des milliers de nouveaux invertébrés sont découverts et décrits, un nombre incalculable est perdu. Parmi ceux qui disparaissent, nombreux sont ceux que l'homme ne connaît jamais. Les raisons de leur déclin sont évidentes. La destruction des habitats est le facteur primordial. Pour les espèces aquatiques, la pollution est certainement une menace importante. Un grand nombre d'espèces terrestres ou d'eau

douce possèdent des territoires si petits qu'un seul événement tel que la construction d'un barrage ou l'octroi d'une concession forestière dans la région peut éradiquer toute une population.

Même si le nombre des réserves s'accroît, celles-ci répondent généralement aux exigences des vertébrés et des végétaux. On ne peut s'attendre à ce que les besoins des invertébrés soient adéquatement satisfaits dans leur gestion. Si l'on ne connaît pas à fond les espèces d'invertébrés, des habitats essentiels peuvent passer inaperçus.

Le *Red Data Book* sur les invertébrés fournira des renseignements vitaux sur ce sujet.

La collecte des données pour ce nouveau *Red Data Book* a commencé à l'Unité de surveillance continue de la conservation des espèces à Cambridge, Royaume-Uni, en 1980. Une des premières tâches fut de constituer un réseau mondial de contacts. Les groupes de spécialistes de la CSE pour les lépidoptères, les odonates, les mollusques et les crustacés d'eau douce, les fourmis, les invertébrés cavernicoles et les récifs coralliens ont été précieux. D'autres contacts ont été pris par l'intermédiaire de musées, d'universités, de revues scientifiques, de colloques internationaux et, dans certains cas, par pur hasard.

On découvrit rapidement que plusieurs pays reconnaissaient la nécessité de conserver les invertébrés. Les Etats-Unis et plusieurs pays d'Europe ont préparé ou préparent des listes d'invertébrés, notamment sur les mollusques, les crustacés, et les insectes, menacés à l'échelon national. Le programme européen d'enquête sur les invertébrés dresse des cartes qui fourniront des informations fondamentales sur les distributions présentes et passées de nombreuses espèces. Les invertébrés figurent maintenant dans les législations nationales sur la faune et les conventions internationales telles que la Convention sur le commerce international des espèces menacées de faune et de flore sauvages (CITES).

Au fur et à mesure du déroulement du travail sur cet ouvrage, les difficultés inhérentes à un projet de ce type prirent plus d'importance. Le manque d'information fut une difficulté majeure. Le choix des espèces à inclure dans les volumes sur les vertébrés est généralement fondé sur des données qui illustrent un déclin dans le territoire ou la taille de la population de l'espèce envisagée. Pour un nombre considérable d'espèces d'invertébrés, cette information n'existe même pas. Nombre d'espèces restent à décrire, notamment celles vivant dans des habitats très vulnérables comme les forêts tropicales humides; et pour celles qui ont été décrites et dont la distribution est connue, les données manquent sur lesquelles fonder des propositions constructives de conservation.

D'autres problèmes se posent du fait que plus de la moitié des embranchements d'invertébrés sont entièrement marins et la plupart des autres le sont dans une large mesure. Jusqu'à très récemment, les connaissances sur l'écologie et la distribution

des espèces marines étaient très limitées, mais cette situation commence à changer avec la mise au point des scaphandres autonomes, des caméras sous-marines et des submersibles de grandes profondeurs. Mais il est encore impossible d'estimer la taille des populations d'espèces marines, notamment les éponges, les coraux et les bryozoaires. Pour nombre d'entre elles, il est aussi très difficile de dresser la carte des distributions car certaines se rencontrent pratiquement dans le monde entier grâce à leurs larves planctoniques qui sont transportées par les courants océaniques, et d'autres ont apparemment des distributions très éparpillées, peut-être en raison de leur dispersion par l'homme.

L'effet des activités de l'homme sur les espèces marines est encore loin d'être connu. Par exemple, on ne sait pas pendant combien de temps sera ressentie une marée noire. Bien qu'on pense généralement qu'il est peu vraisemblable que les activités humaines entraînent l'extinction de nombreuses espèces marines, il devient de plus en plus clair que nombre de populations subissent des déperditions locales. Les coraux noirs en sont un exemple classique et leurs populations sont maintenant très diminuées dans les zones facilement accessibles. Il est également évident que les communautés telles que les récifs coralliens, les marais salants et les mangroves subissent de grands dommages qui affecteront les invertébrés qui en dépendent.

Il a été décidé que le premier volume du *Red Data Book* sur les invertébrés présenterait une série équilibrée de cas illustrant la diversité des invertébrés, de leurs habitats et des pressions particulières auxquelles ils sont soumis. Il a été jugé opportun de montrer l'impact de l'homme sur une gamme aussi vaste que possible d'invertébrés, par conséquent il s'est révélé nécessaire de choisir certaines espèces qui ne sont ni aussi connues ni aussi menacées que d'autres. Pour certains invertébrés, tels que les lépidoptères et des espèces d'Amérique du Nord et d'Europe, il existe en fait une abondance d'informations. Afin d'éviter un parti pris ethnocentrique ou taxocentrique, un grand nombre de candidats de ces groupes ont été temporairement écartés, afin de donner plus d'importance à des groupes et des régions moins connus et de souligner que les régions où les activités de l'homme ont actuellement les effets les plus dévastateurs sur la faune, par exemple l'Amérique latine, le Sud-Est Asiatique et l'Afrique, sont les régions pour lesquelles les données sur les invertébrés sont les plus rares.

Un style plus flexible de présentation sera adopté que celui généralement utilisé dans les *Red Data Book*. Selon la quantité de données obtenues, des sections seront attribuées à des groupes d'invertébrés sur une base taxonomique, sur la base de l'habitat ou de la faune. De ce fait, le premier volume contiendra des sections sur les porifères (éponges), les oligochètes (vers de terre) et les écrevisses, ce qui représente des

Suite en page 21

COMMISSION DE L'ÉDUCATION: RÉUNION

Le Comité directeur de la Commission de l'éducation a tenu sa réunion annuelle à Greenbrae, Californie, du 11 au 14 janvier 1982, sous la direction du Dr. Albert V. Baez, président de la Commission. Le but de la réunion était d'examiner les activités passées et futures de la Commission.

L'examen de certaines questions prioritaires a conduit à l'adoption de plusieurs plans d'action.

Tout d'abord, des tâches spécifiques ont été formulées en vue de la prochaine Assemblée générale de l'UICN, notamment la préparation d'un programme audiovisuel sur les activités de la Commission et celle d'une exposition sur l'éducation environnementale.

Il a été en outre décidé qu'une brochure serait élaborée qui décrirait les buts, les objectifs, la structure, la fonction et les activités de la Commission.

Au cours de la session concernant la création, le rôle et les fonctions des comités régionaux et nationaux, l'Annexe D du rapport 1981 du Comité directeur a été confirmée. Cependant, il a été décidé que dans les pays où une institution efficace d'éducation environnementale existait déjà, les activités de la Commission de l'éducation pourraient passer par l'entremise de cette institution sans qu'il soit nécessaire de créer un comité national.

Plusieurs rapports ont été présentés concernant les comités de la Commission de l'éducation. R. Luti a communiqué que le Comité national argentin était en formation.

Le rapport de L. Lemieux du Comité national canadien (créé en juillet 1981) a indiqué que ce comité s'informerait des activités d'éducation environnementale au Canada, et s'efforcera de jouer le rôle de centrale d'information pour la diffusion de ces renseignements. M. Maldaque a indiqué qu'il existait maintenant deux groupes de travail au sein de ce comité: un groupe anglophone dirigé par M. Butler et un groupe francophone dirigé par M. Maldaque. Le groupe francophone s'est réuni en décembre 1981 et a convenu d'entreprendre deux projets particuliers: une enquête des activités d'éducation environnementale au Canada francophone et une étude des possibilités de formation à l'éducation environnementale à l'intention des personnels municipaux.

M.A. Partha Sarathy a parlé de la création d'un Comité national indien de la Commission de l'éducation. L'une des tâches prioritaires de ce comité sera d'identifier les activités en cours en Inde et d'en faire un répertoire.

La réunion annuelle du Comité de l'Europe du nord-ouest s'est tenue en Belgique en septembre dernier. La prochaine réunion aura lieu à Reading, Royaume-Uni, du 20 au 25 septembre 1982. Ce comité mène plusieurs affaires de front, dont un projet «Préservez les Côtes», l'éducation environnementale à l'intention



Comme le découvre ce jeune Bolivien dans la réserve naturelle d'Ulla Ulla, l'étude des vignettes est fort intéressante. Photo: H. Jungius

des personnes handicapées et des travailleurs immigrés, un journal sur la Stratégie mondiale de la conservation et un système de classification des données relatives au matériel de référence en éducation environnementale.

Le Secrétaire exécutif de la Commission qui s'est récemment rendu à Oman a signalé qu'un Comité national s'était créé dans le pays. Il a également dit que la Commission de l'éducation comportait maintenant 239 membres de 77 pays, deux comités régionaux et 6 comités nationaux.

La session de Greenbrae a examiné la situation de chacun des projets de la Commission afin d'en informer les membres de la Commission par le biais du Rapport de la réunion du comité directeur, sous presse.

Au cours de la session, il a été convenu de tenir la prochaine réunion de la Commission de l'éducation en 1983 à Yaoundé, Cameroun, conjointement avec la Deuxième Conférence internationale sur l'environnement et le développement intégré.

MEA CULPA

Nous nous excusons humblement d'avoir, par inadvertance, omis le nom du Dr. Albert Baez dans la liste des présidents de Commissions parue sous la rubrique «Résultats des élections» dans le numéro d'octobre/novembre/décembre du Bulletin.

LE CALENDRIER DE LA CONSERVATION

Le calendrier de la conservation deviendra une rubrique régulière du Bulletin. En voici la première tranche et l'information apportée n'est en aucun cas complète. La rédaction du Bulletin sera heureuse d'être informée des événements, réunions et conférences à venir qui feront alors l'objet de cette rubrique.

12-16 avril 1982. Cinquième Conférence du patrimoine européen sur les paysages. Le Centre d'études du parc national de Peak, Derbyshire, Royaume-Uni communique que cette conférence aura lieu à Losehill Hall, Castleton, Derbyshire. Le sujet en sera: «Le défi de la conservation dans les Naturparke, parcs naturels, national parks (Royaume-Uni) et réserves analogues». La conférence est destinée aux administrateurs de parcs ainsi qu'aux décideurs dans des domaines associés à la conservation. Pour d'autres détails, s'adresser à Peter Townsend, Principal, Peak National Park Study Centre, Losehill Hall, Castleton, Derbyshire, S30 2WB, Royaume-Uni.

13-17 avril 1982. Huitième session du groupe international de coordination du système d'alerte annonçant les tsunamis dans le Pacifique, Suva, Fidji. La session est annoncée par la Commission océanographique intergouvernementale, Unesco, 7, Place de Fontenoy, F-75700 Paris, France.

13-15 avril 1982. Northeast Fish and Wildlife Conference. «Aspects socio-économiques des pêches et des ressources de la faune», Hyatt Hotel, Cherry Hill, New Jersey, Etats-Unis. Organisée par la New Jersey Division of Fish, Game and Wildlife. (Robert C. Lund, Clinton Wildlife Mgt. Area, RD Box 409, Hampton, NJ, 08827).

16-18 avril 1982. Festival international du film de la nature. La section de l'Université du Montana de la Wildlife Society organise ce cinquième festival annuel sur le campus Missoula de l'Université. Pour d'autres renseignements, s'adresser à Wildlife Biology Program, University of Montana, Missoula, Montana, 59812, Etats-Unis.

26-29 avril 1982. Une Conférence sur les oiseaux de proie aura lieu à Salonique. Elle définira les priorités en matière de protection et de gestion des oiseaux de proie. Pour d'autres renseignements, s'adresser à R.D. Chancellor, Section britannique du CIPD, c/o Natural History Museum, Cromwell Rd, Londres SW7, Royaume-Uni.

29-30 avril 1982. Symposium on Management of large mammals in African Conservation Areas. CSIR Conference Centre, Pretoria, Afrique du Sud. (Ecosystem Programmes, CSP: CSIR, P.O. Box 395, Pretoria, Afrique du Sud).

MEMO DE LA CSE

La Commission de la sauvegarde des espèces a récemment apporté quelques modifications à son calendrier de réunions pour 1982.

La réunion de la Commission prévue en mars en commun avec celle de la Commission de l'écologie à l'Université de Sao Carlos, au Brésil, a été annulée. En lieu et place, une session de travail du Comité directeur de la CSE aura lieu du 14 au 17 mars au siège de l'UICN, à Gland, Suisse.

La prochaine réunion de l'ensemble de la CSE aura lieu à Kuala Lumpur, Malaisie, du 4 au 6 octobre, juste avant le Congrès mondial sur les parcs nationaux, Bali, 11-22 octobre.

MERCI UICN

Messieurs,

C'est avec surprise et plaisir que j'ai reçu votre lettre m'informant de votre Médaille de la valeur pour les parcs nationaux. Il est en effet bien rare de voir ses efforts reconnus.

Le travail avec les Masai d'Amboseli a effectivement été un défi et je pense que les Masai méritent autant de félicitations que moi pour les progrès que nous avons réalisés pendant cette période. Ils nous ont au moins donné une chance de mettre en œuvre nos idées et ont coopéré avec nous pour qu'elles se matérialisent.

En plus de vous remercier pour cette récompense, je tiens à remercier l'UICN et les autres organisations internationales de conservation pour l'aide qu'elles nous apportent sur le terrain. Être un gardien de parc efficace devient de plus en plus complexe car nous sommes soumis à tant de pressions diverses: sociales, économiques et politiques en plus des problèmes inhérents à la nature.

Vous ne le savez peut-être pas, mais c'est votre organisation qui, par l'entremise des Parcs nationaux du Kenya, a financé mes deux années d'études au Collège Mweka, de 1968 à 1970, lorsque j'ai suivi mes cours de Certificat et de Diplôme. Je souhaite que mon travail soit en quelque sorte un témoignage de remerciement pour la confiance que vous avez placée en nous.

Meilleures salutations.

Joseph M. Kioko
Gardien, Parc national de Tsavo Est Kenya

CPDAE: COOPÉRATION AVEC LA CEE ET LE CAEM

Deux faits nouveaux se sont produits dans le système d'information concernant le droit de l'environnement de l'UICN. Premièrement, un accord a été signé entre l'UICN et la Communauté économique européenne afin que le Centre de droit de l'environnement fasse office de banque de données sur le droit de l'environnement pour la Communauté. Ceci se fera en collaboration avec la Cour Suprême italienne. Deuxièmement, un accord a été conclu entre le Conseil d'assistance économique mutuelle et le PNUE concernant le traitement et l'analyse par ordinateur des instruments de droit environnemental des pays du CAEM, en coopération avec le SIDE de l'UICN. Un arrangement préalable a été fait pour une analyse des systèmes qui fonctionnera jusqu'au 10^e Conseil d'administration du PNUE au printemps 1982.

Depuis l'Assemblée générale en octobre, des progrès ont été réalisés dans le domaine de la documentation au Centre de droit de l'environnement, qui a poursuivi ses travaux de compilation de matériels pour l'Index des espèces et ses publications sur

les conventions multilatérales, le droit de l'environnement de la Communauté européenne et les procès concernant l'environnement en Allemagne.

Dans le domaine des publications, le volume de 400 pages sur le droit environnemental de la mer (IUCN, EPLP N° 18) est paru. Cette étude, outre des documents sur les exigences des pays en développement en matière de droit de l'environnement et un tableau du statut des conventions multilatérales pertinentes à l'environnement dans le monde, contient les contributions officielles de l'UICN à la réunion à haut niveau d'experts gouvernementaux en matière de droit de l'environnement, organisée par le PNUE à Montevideo à la fin de l'automne 1981.

La CPDAE signale qu'un contrat lui a été offert par l'Organisation mondiale de la Santé pour la constitution d'un groupe d'experts chargé d'élaborer un document sur les Lignes directrices pour une législation sur l'hygiène du milieu. Il sera modelé sur l'excellente publication de la CPDAE Trends in Environmental Law (1980, EPLP N° 15).

ACTIVITÉS DE LA CPE

Les quelques mois qui ont suivis l'Assemblée générale ont été très actifs pour la Commission de la planification environnementale (CPE).

Des efforts ont été consacrés à la reconstitution de l'ensemble des membres de la Commission ainsi que le stipulent les Statuts de l'UICN. C'est ainsi qu'un noyau de membres composé de 61 experts de 36 pays a été constitué par le Conseil de l'UICN après l'Assemblée générale. Depuis, des personnes de 12 autres pays ont également été désignées comme membres.

L'élaboration du programme de la CPE se poursuit activement avec des projets visant à étudier les exigences de la conservation dans la «frange urbaine» du Sahel, les instruments de politique et de gestion nécessaires pour conserver les terres en propriété privée, à effectuer une recherche des politiques et instruments nécessaires pour mettre en œuvre les stratégies nationales de la conservation, sur la base des expériences faites dans diverses parties du monde et à poursuivre la promotion de la Stratégie mondiale de la conservation.

Le projet «Culture et conservation» se poursuit et d'autres contributions ont été présentées dont «Contraintes sociales sur l'utilisation des ressources: l'expérience indienne» de M. Gadgil. Le rapport du consultant de la CPE, W.L. Chew «Conservation au Fidji - cadre pour une stratégie

nationale de la conservation» est achevée. Le Président-adjoint de la CPE, L. Mhlanga a terminé une analyse de l'élaboration des stratégies nationales de la conservation dans les pays africains. Un consultant, M. Erbetta, s'est rendu en Tanzanie à la demande du gouvernement pour l'aider à intégrer des considérations de conservation dans la politique de la Tanzanie. Un autre consultant de la CPE, M. Silberman s'est rendu au Honduras pour aider le gouvernement à organiser et conduire un séminaire national sur la Stratégie mondiale de la conservation.

Parmi les autres activités importantes de la CPE, on note la publication de l'étude du président Peter Jacobs «Stratégie et action gouvernementales: le défi de la Stratégie mondiale de la conservation». En outre, J. Dobbin, membre de la Commission, a collaboré avec le gouvernement américain à la préparation des plans de gestion détaillés de quatre réserves marines. T. Trzyna a mis au point un projet d'ateliers intensifs sur la conservation pour un développement durable, à l'intention des étudiants du tiers-monde, qui sont les responsables potentiels et séjournent dans des universités californiennes, et B. Wilkes projette un programme audio-visuel des principes de planification environnementale aux fins de la promotion des stratégies nationales de la conservation.

CPNAP: MISE À JOUR

Depuis l'Assemblée générale en octobre, le secrétaire exécutif de la Commission des parcs nationaux et des aires protégées a représenté l'UICN à la 15^e réunion du Comité du patrimoine mondial à Sydney, Australie, du 25 au 30 octobre. Conformément aux recommandations de l'UICN, 11 nouveaux sites naturels ont été inscrits à la liste du patrimoine mondial: le parc national de Los Glaciares (Argentine), le parc national de Kakadou, le récif de la Grande Barrière et la région des lacs Willandra (tous trois en Australie), la réserve naturelle stricte du Mont Nimba (Guinée), le parc national de Darien (Panama), le sanctuaire avien national de Djoudj et le parc national du Niokolo-Koba (Sénégal), le parc national du Serengeti (Tanzanie) et le parc national des Grottes du mammoth et le parc national Olympique (Etats-Unis). (Détails dans le **Bulletin** de l'UICN, octobre-décembre 1981). La réunion a approuvé un budget pour 1982 de plus de 2 millions de

dollars, dont 17500 dollars pour des activités en rapport avec le patrimoine mondial lors du Congrès mondial sur les parcs nationaux, patronné par l'UICN, et 25'000 dollars pour l'appui aux activités de la CPNAP liées à la Convention sur le patrimoine mondial.

La Commission a coordonné une mission de mise en route d'un programme au Cameroun et en Côte d'Ivoire, qui sera exécuté par Parcs Canada, dans le cadre du programme UICN/WWF sur les forêts tropicales humides. Cette mission permettra d'aligner les activités futures de l'UICN/WWF dans ces deux pays sur la Stratégie mondiale de la conservation. L'Unité de données sur les régions protégées (UDRP) a maintenant entré sur Wang VS toutes les fiches d'information sur les régions protégées, à Kew, Royaume-Uni, ce qui représente plus de 1300 fiches qui formeront la base des cinq répertoires régionaux des aires protégées (Néotropiques, Australie, Paléarctique occidentale, Néarctique et Antarctique). Les fiches de données sont maintenant éditées aux fins de publication et l'on recherche de nouvelles fiches pour les domaines Océanien, Indomalais, Afro-tropical et Paléarctique oriental. En

décembre 1981 un nouveau projet a été lancé pour accroître les données concernant les aires protégées côtières et marines.

Le Congrès mondial sur les parcs nationaux, prévu à Bali, Indonésie, du 11 au 22 octobre 1982, se développe. Le Service des parcs nationaux du Département de l'Intérieur des Etats-Unis a octroyé une somme à l'appui du Secrétariat du programme de la réunion de Bali. Le congrès entendra plus de 160 présentations qui conduiront à la publication de 4 volumes. La capacité accrue de traitement de textes du secrétariat sera donc essentielle au succès de la réunion.

Une note sombre pour terminer. Alors que le volume 6, N° 3 de la revue **Parcs** patronnée par l'UICN était publiée en décembre, seule la version anglaise devait paraître, une grave manque de fonds a empêché la parution des versions française et espagnole. Nous avons reçu plusieurs lettres exprimant une profonde préoccupation quant à l'avenir de la revue **Parcs** et avons largement diffusé des propositions de projets afin de trouver des fonds supplémentaires. Si l'on veut que **Parcs** survive, il faut d'urgence accorder toute l'attention nécessaire à cette situation. □

COMMISSION DE L'ÉCOLOGIE

Le Gouvernement des Pays-Bas ne construira pas une nouvelle ligne de chemin de fer dans l'Oostvaardersplassen - une région de 6000 hectares comprenant certaines des plus importantes régions humides du pays. La résolution adoptée par la Commission de l'écologie à sa réunion de juin 1981 à Wageningen, Pays-Bas, n'est pas étrangère à cette décision.

Depuis la 15^e Assemblée générale de l'UICN en Nouvelle-Zélande en octobre, les membres de la Commission de l'écologie ont participé à plusieurs ateliers de réunions dans le monde. Lors de la réunion d'experts du RISCPT du PNUE sur la Liste des substances et processus chimiques dangereux, à Genève, Suisse, du 18 au 22 janvier 1982, l'UICN était représentée par le président et le secrétaire exécutif du groupe de travail sur les polluants de l'environnement.

Un atelier à Piracicaba, Brésil, organisé par la Commission de l'écologie s'est tenu en novembre 1981 afin d'élaborer un document commandé par le PNUE sur les effets de l'éclaircissement et de l'utilisation des forêts sur les paramètres climatiques et d'autres facteurs environnementaux. Le projet de document issu de cette session sera révisé au cours de la prochaine réunion de la Commission à l'Université fédérale de Sao Carlos, Brésil, du 18 au 23 mars. Les membres de la Commission ont également participé en janvier à un atelier organisé à Thonon, France, par l'UICN/CSPE et le BIRS. La réunion avait pour but la préparation d'un Répertoire des terres humides africaines.

L'important document préparé par M. Martin Angel, Président du groupe de tra-



La faune variée de l'Oostvaardersplassen - une région qui comprend certaines des plus importantes réserves de terres humides des Pays-Bas.

Photo: E.L. van Laar

vail sur l'écologie des océans, intitulé **Ocean Trench Conservation**, a été présenté en décembre 1981. Il paraîtra dans le numéro de printemps de **Environmental Conservation**.

VOUS POUVEZ VOUS AUSSI AIDER L'UDRP

Possédez-vous des renseignements sur les zones protégées? Si oui, l'UDRP s'y intéresse. L'UDRP, c'est l'Unité de données sur les régions protégées créée en juillet 1981 par la Commission de l'UICN des Parcs nationaux et des aires protégées, avec l'aide du PNUE, l'UDRP recueille et classe les renseignements concernant les zones protégées du monde. De nouvelles sources d'informations sont nécessaires. Outre les dossiers informatisés, des dossiers manuels sont mis en place, destinés à recevoir non seulement des données de bases mais aussi des renseignements tels que plans de gestion, cartes, brochures et listes de plantes et d'animaux. **Vous pouvez nous aider** en envoyant toutes vos informations à Jeremy Harrison, Protected Areas Data Unit, The Herbarium, Royal Botanic Gardens, Kew, Richmond Surrey, R.-U. □

COLLOQUE EN AMAZONIE

Le Colloque sur «Les structures écologiques et les problèmes de l'Amazonie», organisé par le Département des sciences biologiques de l'Université fédérale de Sao Carlos, au Brésil et la Commission de l'écologie de l'UICN s'est tenue le 18 mars 1982. Plusieurs questions ont été traitées dont l'hydrologie, le flux des nutriments en tant que fondement de la vie en Amazonie, et les activités actuelles et futures de conservation dans la région.

Le colloque a été organisé dans le cadre de la réunion de printemps de la Commission de l'écologie, Sao Carlos, 17-21 mars, 1982. □

LE PRÉSIDENT CARAZO ET LA CONSERVATION

Dans notre pays de Costa Rica, nous avons récemment pris conscience de façon aigüe du lien incontestable existant entre la planification environnementale et le développement économique.

Il y a plusieurs années que mon pays a développé une conscience nationale de la conservation, mais ce lien n'a jamais été aussi évident, à une époque où toute notre production de café passe à payer le prix de l'énergie que nous devons importer sous forme de pétrole.

Par le passé, notre excellent café des montagnes a déjà aidé à maintenir la croissance économique du Costa Rica; son système scolaire qui nous a permis d'avoir un des meilleurs taux d'alphabétisation de l'hémisphère; son excellent système de santé publique et la prospérité d'ensemble de cette nation qui est devenue un remarquable bastion de la paix, de la démocratie et du respect de l'homme en Amérique Latine.

Nous ne sommes pas seuls dans cette crise de l'énergie. Dans pratiquement tous les autres pays non producteurs du tiers monde, le prix élevé de l'essence, du gasoil et des autres dérivés du pétrole, essentiels à la pérennité de notre progrès, épuise nos réserves de devises, et entraîne des situations de balances de paiements négatives et, en général, crée le chaos dans nos économies et notre progrès social.

Malgré la noirceur du tableau présenté par l'ensemble du monde, le Costa Rica n'a pas sacrifié son engagement à la conservation des ressources biologiques renouvelables, car nous savons que procéder ainsi serait un suicide social, économique autant que politique. Ainsi, sous mon administration, nous avons davantage progressé que toutes les administrations précédentes dans le domaine des régions protégées pour la conservation des ressources naturelles.

Plusieurs parcs existants ont été agrandis; plusieurs autres ont été créés; de nouvelles lois ont été adoptées aux fins du reboisement et deux nouveaux refuges de la faune ont été établis sur la côte Pacifique du pays. Avec la création du nouveau parc international «La Amistad», nous avons doublé la surface totale des parcs nationaux et réserves de la faune et confirmé ainsi notre amitié de longue date avec notre voisin méridional, la République du Panama.

Les Costa Ricains sont fiers des réalisations de leur pays en matière de conservation. Ceux d'entre vous qui viendront ici, si la prochaine Assemblée générale de l'UICN se tient au Costa Rica en 1984, auront l'occasion de voir de leurs propres yeux certaines de ces réalisations et d'apprécier l'hospitalité d'un peuple fier et pacifique, qui, depuis de nombreuses années a aboli son armée.

En tant que chef démocratiquement élu de cette grande nation, de 1978 à 1982, je suis fier d'avoir gouverné ce peuple unique et je suis particulièrement fier de l'héritage que je lui laisse dans le domaine de la conservation de nos ressources naturelles essentielles.



RODRIGO CARAZO

Président constitutionnel
de la République
1978-1982

Mais ce n'est pas suffisant. Il nous faut l'appui des nations industrialisées riches pour maintenir et protéger ce que nous avons accompli jusqu'ici. Ces pays qui nous forcent à acheter leurs produits manufacturés à des prix toujours plus élevés tout en ne payant que des prix de misère pour nos produits agricoles et nos matières premières, se doivent de combler le fossé en ces temps de crise.

Il n'existe pas d'oasis dans la conservation; nous sommes tous inextricablement liés les uns aux autres et l'extinction de la faune ou de la flore d'un pays peut affecter d'autres régions du monde ainsi que des processus écologiques associés. Nous sommes dans une situation «d'un pour tous, tous pour un» et ce message devrait être transmis avec force par l'UICN dans les pays industrialisés.

Je félicite l'UICN pour les efforts herculéens accomplis lors de l'élaboration de la Stratégie mondiale de la conservation qui a été officiellement présentée à mon Ministre de l'agriculture. En tant que stratégie définissant les problèmes à résoudre sur la planète, elle constitue un document historique.

Nous saluons aussi vos activités de mise en œuvre de la Stratégie et les travaux de votre Commission de la planification environnementale, qui s'est réunie ici l'an dernier afin de formuler des lignes directrices pratiques pour l'élaboration des stratégies régionales, nationales et subnationales de la conservation.

L'approche de l'UICN nous offre un processus logique pour empêcher le monde de détruire complètement ses ressources naturelles et nous ne pourrions réaliser nos objectifs mutuels que par l'intégration de la planification environnementale dans la planification économique, qu'elle soit nationale ou internationale. Des efforts de conservation disparates et inconséquents ne sont pas suffisants; c'est tout à fait évident. Nous ne pourrions sauver les ressources naturelles du globe pour les générations futures que par des activités globales de planification et des programmes rationnels de mise en œuvre.

Bonne chance à l'UICN et à tous ses membres dans ces activités.

RODRIGO CARAZO
Président du Costa Rica

STRATÉGIE À L'ŒUVRE



LA STRATÉGIE À L'ŒUVRE

Chaque numéro du *Bulletin* en 1982 examinera comment sont réalisés les objectifs de la Stratégie mondiale de la conservation dans les 111 pays comptant des membres actifs de l'UICN. Toute information communiquée par nos membres sera la bienvenue.

La Stratégie mondiale de la conservation a été lancée dans 34 pays du monde entier le 5 mars 1980. Ce début favorable était aussi le point culminant d'un long processus d'élaboration d'une approche stratégique de la conservation.

La nécessité d'une telle approche avait été reconnue en 1969 déjà, lors de l'Assemblée générale de l'UICN à New Delhi. Elle fut ensuite adoptée par l'Assemblée générale de l'UICN à Kinshasa, en 1975.

Le travail commença alors pour de bon. La Stratégie mondiale de la conservation (SMC) a été commandée par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) qui, en commun avec le Fonds mondial pour la nature (WWF) a fourni une grande partie de l'appui financier pour son élaboration et contribué à l'évolution de ses thèmes et de sa structure fondamentaux. Après trois ans et demi d'un processus auquel participèrent des centaines de spécialistes, un grand nombre de gouvernements et d'organisations internationales, la Stratégie mondiale de la conservation devint réalité.

La SMC, tout en étant élaborée par l'UICN et reflétant principalement les approches et les idées de l'UICN, devait constituer un consensus des politiques en matière de conservation dans le contexte du développement mondial. Dans ce but, le projet final fut soumis à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), ainsi qu'au PNUE et au WWF. Ces quatre organisations ont attentivement examiné le document, y apportant des contributions importantes. La SMC a aussi été approuvée par le Groupe de la conservation des écosystèmes, composé du PNUE, de la FAO, de l'Unesco et de l'UICN.

Sur la base des renseignements disponibles, une mise à jour des activités reflétant les objectifs de la SMC a été préparée à l'intention des lecteurs du *Bulletin* de l'UICN.

AFRIQUE DU SUD

Ayant ses travaux sur la création d'un réseau complet de régions protégées, le Conseil des parcs, de la conservation de la faune et des poissons du Natal, en Afrique du Sud, prépare un inventaire des zones



La Stratégie mondiale de la conservation a été publiée en plusieurs langues.

Photo: M. Dépraz

protégées et crée de nouvelles réserves qui intégreront conservation et développement. La Société d'Afrique australe pour la faune et la flore sauvages a été la première ONG de la conservation à lancer sa propre stratégie nationale de la conservation.

ALLEMAGNE (République Fédérale d')

La SMC a été prise en compte dans les programmes de travail élaborés par le Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et des forêts, qui est chargé des questions de conservation de la nature. Le Deutscher Naturschutzring a présenté le programme de la SMC au Congrès national pour la conservation de la nature et l'aménagement du paysage, à Trèves en juin 1980.

ARABIE SAOUDITE

Un accord a été signé entre l'UICN et l'Arabie saoudite, qui comprend une assistance pour la préparation d'une stratégie nationale de la conservation.

AUSTRALIE

En Australie, un Comité directeur national a été créé pour diriger et coordonner l'élaboration d'une Stratégie nationale de la conservation. Il est composé de représentants du gouvernement fédéral et de tous les états.

En juillet 1981, le Comité a approuvé un plan d'élaboration de la Stratégie nationale de la conservation. Deux autres groupes ont été créés pour l'assister, dans le cadre des lignes directrices établies par le Comité directeur national. Il s'agit du Comité de coordination du Commonwealth (groupant des représentants de tous les départements et organismes du Commonwealth dont les travaux sont liés à la gestion des ressources

vivantes) et du Groupe de travail de la Stratégie nationale de la conservation relevant du Département des affaires intérieures et de l'environnement.

Un Séminaire national s'est tenu à Canberra, Australie, du 30 novembre au 3 décembre 1981, pour examiner et réviser les projets de documents préparés par des experts australiens comme base d'une Stratégie nationale de la conservation en Australie (SNCA). En mars 1982, les projets révisés, intitulés «Vers une SNCA» seront soumis à l'examen du public. Ils seront aussi transmis aux gouvernements et aux spécialistes de la conservation et du développement. Ce processus s'achèvera par une conférence nationale fin 1982, au cours de laquelle le projet de stratégie sera présenté pour approbation.

La Fondation australienne pour la conservation a indiqué que les gouvernements de l'Australie occidentale, du Queensland et du Territoire du Nord avaient répondu favorablement à ses demandes les encourageant à accorder une priorité élevée à la création de parcs nationaux ou réserves analogues dans les régions de pâturages et de savannes tropicales que la SMC a définies comme «provinces sans réserves de ce type». La Fondation australienne pour la conservation prévoit d'organiser en 1982 une conférence intitulée «Focus on Australia's Arid Lands», dans le contexte de l'élaboration d'une stratégie nationale de la conservation.

BELGIQUE

Le Laboratoire d'éthologie et de psychologie animale de l'Université de Liège travaille activement à la promotion de concepts d'écodéveloppement en Afrique et à

la rédaction d'un inventaire des espèces menacées en Wallonie.

CANADA

Environnement Canada a de bonnes nouvelles. Après que le Ministre adjoint d'Environnement Canada, J. Blair Seaborn ait demandé qu'un examen inter- et intra-départemental fédéral de la Stratégie mondiale de la conservation soit entrepris par le Service de la conservation de l'environnement, le Ministre John Roberts a approuvé la Stratégie au nom du Gouvernement fédéral.

«Je suis très heureux d'adopter cet important document comme modèle des stratégies de la conservation du gouvernement fédéral», a déclaré M. Roberts. «Il constitue une mesure importante pour veiller à la qualité de l'environnement et assurer la croissance et la prospérité durables de notre économie fondée sur nos ressources».

Les priorités et les solutions proposées par la Stratégie sont importantes pour le Canada car son économie dépend des ressources naturelles pour la pérennité de sa prospérité.

«Sa compatibilité avec la pensée économique actuelle de ce pays la rend particulièrement applicable au Canada», a dit M. Roberts. «Notre pays est riche notamment en ressources renouvelables, et nous en dépendons pour notre développement et notre prospérité futurs. Il nous faudra donc les gérer avec sagesse», a-t-il ajouté.

CHINE (République populaire de)

La Société chinoise des sciences de l'environnement note que, depuis le lancement de la SMC, la Chine a adhéré à l'UICN, à la Commission internationale baleinière, à la CITES et a signé, avec le Japon, l'Accord sur les oiseaux migrateurs. Des mesures ont également été prises pour améliorer la législation nationale, l'éducation pour l'environnement et le reboisement.



Conservation sur le terrain: Recherche sur le loup dans le Parc national des Abruzzes, Italie.

Photo: Stern/Reinartz



Conservation sur le terrain: apprendre comment les flèches empoisonnées tuent les éléphants au Kenya.

Photo: Kenya Information Service

COLOMBIE

La réunion du dixième anniversaire de la Sociedad Colombiana de Ecología sera axée sur la mise en œuvre de la SMC.

ESPAGNE

ICONA a produit une version espagnole de la SMC, applicable à l'Espagne.

ETATS-UNIS

Aux Etats-Unis, le Service des parcs nationaux du Département de l'Intérieur participe à plusieurs activités internationales à l'appui des recommandations de la SMC. On peut noter: la formation des personnels des parcs à l'étranger; la formation de volontaires du Peace Corps qui participeront à des programmes de conservation dans le monde; l'élaboration de matériel d'information environnementale et d'assistance technique qui sera utilisé par l'Agence pour le développement international des Etats-Unis (AID); une assistance technique sur le terrain fournie à quelque 15 pays dans le domaine de la planification et de la gestion des parcs et de l'interprétation de l'environnement.

L'Ecole des ressources naturelles de l'Université du Michigan, en coopération avec le Programme d'aménagement des Caraïbes orientales de l'Association pour la conservation des Caraïbes a mis au point un processus stratégique de planification, pour la sauvegarde des espèces, des communautés, des populations et des systèmes de maintien de la vie dans la région des Caraïbes.

En octobre 1981, la Ocean Trust Foundation a organisé une conférence sur les rapports entre conservation et développement économique dans les politiques de gestion des ressources marines. Le Whale Center en Californie centre ses efforts sur la conservation internationale, la planification des politiques et les groupes de pression en faveur des baleines et de leurs habitats.

Les scouts d'Amérique ont créé un Prix mondial de la conservation et la National Wildlife Federation donne une information

DANEMARK

La SMC a été attentivement étudiée par les milieux de la conservation du Danemark, y compris le gouvernement, les institutions scientifiques et les organisations bénévoles. Deux récentes initiatives sont particulièrement liées aux objectifs de la SMC. Il s'agit de la compilation d'un statut global de la flore et de la faune danoises, et de la désignation de la partie danoise de la mer de Wadden comme réserve naturelle. Des progrès ont aussi été réalisés dans le domaine du droit de l'environnement, notamment l'adoption de la loi de 1980 sur le milieu marin et de la loi sur les substances chimiques (entrée en vigueur en octobre 1980) Le Friluftsråd confirme son appui aux activités pertinentes à la SMC entreprises par ses organisations membres pour concilier les intérêts de la conservation et des loisirs.

STRATÉGIE À L'OEUVRE



sur la SMC dans son magazine «Ranger Rick's Nature Magazine». La Société zoologique de New York donne la primeur à la SMC dans sa revue «Animal World». La National Audubon Society emploie la SMC dans ses activités visant à susciter l'intérêt des groupes de citoyens pour les questions d'environnement, notamment par son «Plan Audubon pour l'énergie». Le WWF-Etats-Unis effectue une étude de longue haleine afin de définir la taille critique minimum et la distribution optimum des réserves dans les forêts tropicales.

En coopération avec l'USAID, le Service national des parcs et l'Université du Michigan, le WWF-Etats-Unis a mis au point une stratégie pour la formation en gestion des ressources naturelles en Amérique latine et aux Caraïbes, qui propose la coordination et l'accroissement des possibilités de formation aux niveaux politique, professionnel, technique et public dans toute la région. L'USAID a signé un contrat avec le Service forestier des Etats-Unis afin de renforcer son propre programme d'intégration de la conservation et du développement et celui du Peace Corps. L'USAID a aussi un programme sur quatre ans avec le Service américain des poissons et de la faune et le Service des parcs nationaux du Département de l'Intérieur qui a pour but de produire et de diffuser dans les pays en développement une information sur les questions environnementales. Le Rare Animal Relief Effort Inc. conduit un programme d'éducation environnementale dans les écoles d'Amérique latine.

Le Bishop Museum à Hawaï effectue, sous contrat avec le Bureau des espèces menacées du Service américain des poissons et de la faune, une évaluation des arthropodes menacés à Hawaï, afin d'obtenir de nouvelles données sur l'importance des invertébrés pour la survie des oiseaux et des végétaux du pays.

FIDJI

Les îles Fidji, avec l'aide de la Commission de la planification environnementale de l'UICN et l'appui du PNUE a élaboré le cadre d'une stratégie nationale de la conservation. La teneur du document est maintenant soumise à l'examen d'une mission composée d'experts locaux et étrangers.

FINLANDE

A la suite du lancement de la SMC, un groupe d'experts a été créé en décembre 1980 par le Ministère de l'agriculture et des forêts afin de formuler des propositions de mise en œuvre.

GRÈCE

Une stratégie grecque de la conservation est en préparation. Un programme complet de protection des espèces menacées a été lancé par décret de loi en janvier 1981.

HONDURAS

Ce pays a demandé la coopération et l'appui de l'UICN pour élaborer une stratégie nationale. En premier lieu, la Commission de la planification environnementale assiste le gouvernement dans l'organisation d'un séminaire sur l'applicabilité de la SMC au Honduras, qui sera axé sur les exigences particulières du pays en matière de planification.

HONGRIE

Un Comité national de l'éducation de l'UICN a été constitué en Hongrie en 1979, afin de faire connaître les lignes directrices de la Commission de l'éducation environnementale de l'UICN. La SMC a été traduite en hongrois. Le Conseil des ministres a adopté un document sur la planification et les besoins de la protection de l'environnement en Hongrie.

INDE

La loi sur la conservation des forêts est entrée en vigueur et les lois existantes sur les forêts et la faune ont été révisées. Le WWF-Inde a axé ses efforts sur la formulation d'une Stratégie indienne de la conservation, alors que le Département de l'environnement a été promu au rang de département complet au sein du gouvernement central le 1^{er} novembre 1980. Un chapitre additionnel a été intégré au sixième plan quinquennal (1980-1985) qui décrit en détail les programmes environnementaux qui seront exécutés par le Gouvernement indien en coopération avec les gouvernements des états.

ISRAËL

Notant que les terres arides étaient un écosystème exigeant une attention prioritaire, la Société pour la protection de la nature en Israël fait mention de la création

récente d'un centre d'études pratiques sur les hauts plateaux du Négev, région écologique fragile.

ITALIE

Le WWF-Italie a intégré le rapport du Club de Rome «Pas de limites à l'apprentissage» à la SMC afin de produire un programme complet intitulé «Apprendre le futur». Parmi les activités de formulation d'une stratégie nationale de la conservation, on note que le pays s'est fixé comme objectif d'assurer, au cours des dix prochaines années, un statut de protection à 10% au moins du territoire national. Pro Natura a centré ses activités sur la promotion de la SMC à l'échelon national, notamment dans les écoles, au moyen d'affiches et de concours.

JAPON

Au Japon, un Comité japonais de l'UICN a été créé à la suite du lancement de la SMC. Parmi les mesures prises par le gouvernement pour mettre en œuvre la SMC, notons un mécanisme de surveillance continue de l'impact sur l'environnement et de lutte contre la pollution résultant du développement. Un projet de loi d'évaluation environnementale a été présenté à la Diète afin de fournir des critères et des normes pour les études d'évaluation de l'impact sur l'environnement. Le Secrétaire à l'environnement du Japon a préparé un rapport sur «Les options fondamentales pour la solution des problèmes de l'environnement». Quatre ONG japonaises (Elsa Nature Conservancy, Marine Parks Centre, National Parks Association et WWF-Japon) ont participé au lancement et travaillent maintenant à la mise en œuvre de la SMC.



L'un des objectifs de la SMC est de veiller à l'utilisation durable des espèces et des écosystèmes (notamment les poissons et la faune, les forêts et les pacages), qui entretiennent des millions de collectivités rurales ainsi que des industries importantes.

Photo: Paul W. Wachtel

MADAGASCAR

Le Ministère d'Etat aux Affaires Etrangères a fait savoir que son objectif était de créer un réseau complet de réserves de forêts tropicales. Un chapitre sur la conservation a été ajouté au plan national de développement. Des règlements sont en cours de formulation pour la protection des espèces menacées. Le choix d'indicateurs écologiques est en cours qui permettront de surveiller les progrès de la conservation. A l'appui des activités du gouvernement, l'UICN et le WWF contribuent à la mise en œuvre de plusieurs projets visant à restaurer certaines des magnifiques réserves de Madagascar, à mettre au point des programmes d'éducation à la conservation et de protéger les ressources génétiques.

MALAISIE

Le WWF-Malaisie a consacré ses ressources, en ce qui concerne la SMC, à un plan national de la conservation qui se prépare par état. Ce projet d'une durée de deux ans a été lancé en février 1981. Une autre enquête de deux ans sur la faune a été entreprise par le Département forestier du Sabah, ainsi qu'une étude centrée sur la création de nouveaux parcs et réserves.

MALI

Satisfaire les priorités internationales a été la principale entreprise du Ministère de l'élevage et des eaux et forêts de la République du Mali qui prévoit, en réaction partielle à la SMC, d'adhérer à la Convention de Ramsar, à la Convention de Bonn sur les espèces migratoires et à la CITES.

MAROC

Le Ministère de l'agriculture et de la réforme agraire du Maroc a signalé que, conformément à la SMC, un chapitre sur la conservation avait été ajouté au plan de développement social et économique du Maroc. Dans le même temps, des projets sont en cours pour la création du premier parc national côtier du Maroc, près d'Agadir.

MAURICE

Le plan biennal de développement social et économique de Maurice (1980-1982) affirme l'engagement du gouvernement à l'intégration de la conservation et du développement: «En s'efforçant de mettre en valeur les ressources naturelles du pays, il convient de ne pas oublier les aspects environnementaux». En outre, selon le Service des forêts, l'on étudie l'emploi à des fins médicinales de plantes uniques au pays.

MOZAMBIQUE

La SMC a été traduite en portugais. Il est prévu qu'elle sera largement diffusée dans les ministères et parmi les personnes intéressées à la conservation et à l'utilisation des terres. Le Département des forêts et de la faune du Ministère de l'agriculture a noté qu'une série de «districts forestiers» a été établie. (Il s'agit d'unités contrôlées d'une surface moyenne de 100'000 ha, dans des régions forestières particulièrement riches qui sont soumises tant à l'exploitation com-

merciale qu'à d'autres formes d'utilisation par les populations locales).

NORVÈGE

Une étude sur deux ans des perspectives de la conservation de la nature en Norvège a été achevée en 1980 par un comité désigné par le gouvernement et dirigé par le Président du Parlement norvégien. Inspiré en partie par la SMC, le travail du comité a constitué la base d'un rapport présenté par le gouvernement au Parlement en 1981, et qui contenait une proposition de stratégie nationale de la conservation.

Les principaux éléments suivants figuraient au rapport: objectifs fondamentaux pour la conservation et la gestion des ressources naturelles; protection des espèces et des habitats au moyen de la loi sur la conservation; protection de la nature grâce à la planification et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles; responsabilité des autres instances de la conservation de la

en outre à la mise en œuvre par l'aide qu'elle apporte aux pays en développement pour des questions en rapport avec la SMC. Le Département des terres et du cadastre a signalé que plusieurs statuts ayant trait à la conservation de la nature avaient été examinés et révisés.

OMAN

Le Conseil pour la conservation de l'environnement et la prévention de la pollution du Sultanat d'Oman a notifié la formulation et la mise en œuvre d'une stratégie nationale de la conservation de l'environnement d'Oman, une série de mesures connexes dont une législation pour la création d'une zone protégée pour les mammifères marins.



La SMC a été applaudie par des dirigeants de tous les coins du monde.

Photo: WWF/UICN

nature; exigences d'une action accrue pour la conservation; conséquences administratives et économiques.

A noter spécialement l'étude sur les perspectives écologiques et la coopération avec les pays en développement et la nécessité d'intégrer ces principes dans les programmes d'assistance; cette étude est en cours au Ministère de l'environnement et à l'Agence norvégienne de développement international (NORAD).

NOUVELLE-ZÉLANDE

La Stratégie de la conservation de la Nouvelle-Zélande a été présentée lors de la 15^e Assemblée générale de l'UICN en octobre, après son lancement en juillet 1981. Cette stratégie est fondée sur l'utilisation des ressources et la nécessité d'intégrer les principes de la conservation dans le développement. La Nouvelle-Zélande participe

OUGANDA

Les Parcs nationaux ougandais décrivent les activités entreprises pour intégrer la conservation dans le développement en améliorant la législation et l'organisation. L'UICN prépare une étude préliminaire de faisabilité, qui est un premier pas vers l'élaboration d'une stratégie nationale de la conservation. Elle travaille en étroite collaboration avec l'Institut ougandais d'écologie, la Division de la faune, le Département des parcs nationaux et le Département des forêts.

PAYS-BAS

Le Ministère des affaires culturelles, des loisirs et du bien-être social a signalé qu'une action législative était en cours afin d'inclure l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans toutes les activités de



Le lancement de la SMC lors d'une conférence de presse à Washington, D.C., réunit des représentants de l'ensemble des Amériques.

Photo: WWF/US. Mort Broffman

planification du gouvernement, de désigner la région hollandaise de la mer de Wadden comme «monument national» au titre de la loi sur la conservation de la nature, et de formuler un plan de politique gouvernementale sur la conservation de la nature et des paysages. Une commission interministérielle a été créée afin d'intégrer les questions d'environnement dans les programmes et projets bilatéraux de coopération au développement. Un Comité directeur de la SMC a été formé par le Comité national de l'UICN. La version hollandaise de la SMC a été intégrée au Rapport de la Commission Brandt et au Rapport mondial 2000.

Le Conseil central de l'hygiène du milieu (composé de représentants des autorités locales, des organisations environnementales, du patronat, des syndicats, des groupes de consommateurs et d'experts indépendants) a présenté au Ministère de la santé publique et de l'hygiène du milieu un rapport consultatif complet sur les implications nationales de la SMC.

PHILIPPINES

Aux Philippines, la Société écologique sous-marine, en coopération avec des homologues américains, centre ses activités sur la protection des coraux, ressource marine unique. Un lobby s'efforce de faire changer les lois limitant l'importation de cette ressource aux Etats-unis. En outre, l'éducation environnementale se poursuit à tous les échelons de la société, notamment au moyen d'articles dans «Impact» un magazine asiatique pour le développement. La Division des parcs et de la faune du bureau de la mise en valeur des forêts a entrepris un vaste programme de protection et d'utilisation durable contrôlée des parcs.

PORTUGAL

Une version nationale de la SMC a été publiée en portugais. A la suite d'un engagement pris le jour du lancement de la SMC à Lisbonne, le Portugal est devenu le premier pays à ratifier la Convention de Bonn sur les espèces migratrices et, en 1981, est aussi devenu partie à la CITES, à la Convention de Ramsar sur les terres humides et à la Convention du patrimoine mondial.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

La Dirección Nacional de Parques indique qu'elle accorde une priorité élevée à l'éducation concernant la valeur des forêts tropicales. La région de la Cordillère centrale où la forêt, les sols, l'eau et l'impact de l'homme associent les problèmes de la conservation et du développement, a fait l'objet d'une attention toute particulière.

ROYAUME-UNI

La SMC a été publiquement accueillie à la Chambre des Lords le 2 mars 1981, comme une réaffirmation réaliste de l'évidence que la conservation de nos ressources naturelles et biologiques est essentielle au bien-être économique et social de la société et est entièrement compatible avec un développement durable.

La mise au point d'un programme d'action est en cours au Royaume-Uni. Le Nature Conservancy Council, le WWF, le Conseil pour la conservation de l'environnement, la Royal Society of Arts, la Countryside Commission for Scotland ont accepté d'être les parrains du programme. Un grand nombre de personnalités éminentes seront invitées à constituer un Comité permanent qui stimulera et encouragera la participation de tous les secteurs de la société à la mise en œuvre d'un programme

de la conservation et du développement au Royaume-Uni. Un comité d'organisation a été créé pour diriger l'élaboration du programme. Des groupes de recherche ont été établis pour chacun des thèmes choisis et des rapporteurs ont été désignés qui prépareront les rapports pertinents.

D'autres activités sont en cours dont le but est de transmettre le message de la SMC.

La Countryside Commission for Scotland s'occupe d'établir et de maintenir une utilisation durable des plages et des bords des lacs dans l'ensemble du pays. Elle étudie la possibilité d'intégrer une utilisation extensive des terres par l'homme dans des régions de grande importance écologique.

Le Conseil de l'éducation environnementale a préparé un guide de la SMC à l'intention du profane, publié sous forme de journal, et intitulé «Down to earth - Up to us».

Un réseau complet de zones protégées est le but du programme de l'habitat de la Société royale pour la protection des oiseaux. La Société zoologique de Londres a choisi la préservation de la diversité génétique et des espèces menacées comme l'un des principaux objectifs de son programme d'élevage en captivité.

Le Wildfowl Trust signale que son vaste programme d'éducation du public constitue sa principale contribution à la SMC.

Le parc national du district de Peak indique qu'il prépare un plan directeur visant à intégrer toute une gamme d'utilisations dans son écosystème fragile et unique. Ce parc a aussi pris plusieurs mesures originales pour transmettre le message de la SMC à un public très particulier: les enfants. Il a lancé un projet d'action pour la conservation, dont le but est de permettre aux enfants de sortir de leurs classes pour apprendre sur le terrain ce qu'est la conservation de la nature.

Bien qu'il n'ait été lancé que l'an dernier, ce projet connaît un grand succès. En octobre, à l'initiative des enfants des écoles, la Réserve naturelle des enfants à Peak Forest a été officiellement ouverte. Elle constituera un instrument important d'enseignement de la nature pour les jeunes de la région, qui participeront à toutes les activités qui transformeront cette zone en une réserve naturelle pour la faune.

RWANDA

Le projet sur les gorilles des montagnes (appuyé par un consortium composé de l'African Wildlife Leadership Foundation, People's Trust for Endangered Species et WWF) comporte plusieurs programmes de développement du tourisme et d'habitation des gorilles, de fourniture d'équipements et de formation d'un groupe de gardiens de parcs, ainsi qu'une participation à un programme national d'éducation environnementale.

SAMOA

Le Département de l'agriculture et les forêts du Samoa occidental signale la création d'un parc national et de cinq nouvelles réserves dans la ligne des objectifs de la SMC.

SEYCHELLES

Dans une démonstration pratique de conservation au service du développement, le Département de l'agriculture et de l'utilisation des terres des Seychelles met au point des techniques pour maintenir les espèces natives dans les forêts utilisées pour la production commerciale de bois.

SUÈDE

La Société pour la conservation de la nature oriente toutes ses activités sur la SMC. Un livre de poche sur la SMC, intitulé «Comment sauver le monde» a été traduit en suédois. Des organisations en Suède, au Danemark, en Finlande, en Islande et en Norvège préparent un ouvrage offrant des données de base et des objectifs fondamentaux, à l'intention des écoles des pays scandinaves.

SUISSE

Nos membres gouvernementaux et non gouvernementaux en Suisse ont signalé le lancement réussi de la SMC; ils se réunissent maintenant régulièrement afin de définir leurs priorités.

TANZANIE (République Unie de)

La République Unie de Tanzanie s'applique à intégrer la conservation dans son plan quinquennal de développement. A cette fin, elle a demandé l'assistance de la Commission de la planification environnementale de l'UICN. Un aspect supplémentaire de cette assistance consistera à fournir des avis sur les dispositions institutionnelles nécessaires pour assurer que les questions de conservation continueront à être prises en considération dans le processus de développement. L'UICN et le WWF appuyent

11 projets dans les domaines de la lutte contre le braconnage, des relevés cartographiques, de l'éducation et de la formation. L'Université de Dar-es-Salaam a achevé une traduction en Kiswahili de la SMC.

TCHECOSLOVAQUIE

L'administration du Parc national de Krkonose communique que la SMC a été traduite à l'intention des organisations gouvernementales et résumée dans des revues populaires et scientifiques.

THAÏLANDE

Conjointement à la préparation de la SMC, l'UICN a collaboré avec le Conseil national de l'environnement de la Thaïlande et le PNUE à l'élaboration de «Lignes directrices pour la conservation en Thaïlande», qui représente la première mise en œuvre spécifique des principes de la SMC. L'Association pour la conservation de la faune en Thaïlande a orienté ses activités sur les écoles primaires, et a produit à cette fin deux ouvrages sur la conservation à l'intention des écoliers. Ces deux types d'activités prouvent que des membres possédant des ressources et des orientations différentes peuvent réaliser les objectifs définis par la SMC.

URSS

En mars 1981, un chapitre spécial concernant la protection de la nature et la pérennité de l'utilisation des ressources a été ajouté au document «Principales orientations du développement social et économique de l'URSS de 1981 à 1985 et pour la période allant jusqu'en 1990» qui a été approuvée par le XXVI^e Congrès du Parti communiste de l'URSS. Parmi d'autres mesures législatives, on peut noter: des dispositions constitutionnelles sur la conservation de la nature, confirmées par des lois sur la protection de la nature dans les quinze

républiques de l'Union, et l'adoption, en juin 1980, de nouvelles lois sur la protection de l'atmosphère et sur la protection et l'utilisation rationnelle du monde animal. L'enseignement des disciplines environnementales a pris plus d'importance au niveau des écoles techniques et générales.

Des Red Data Books ont été rédigés pour l'URSS et six autres Républiques socialistes soviétiques. Plusieurs autres mesures ont été prises, notamment la création, en juillet 1981, d'une Commission permanente sur la protection de l'environnement auprès du Conseil des Ministres de l'URSS.

VENEZUELA

Au Venezuela, le Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales Renovables organise un Deuxième congrès de la conservation (le premier avait eu lieu en 1978), qui s'appuiera sur la SMC pour définir les objectifs et les activités nécessaires à l'échelon national.

ZAMBIE

La Société pour la conservation de la faune en Zambie fait connaître la SMC par les media, l'éducation du public et un système de clubs de la conservation qui existent maintenant dans 30 pour cent des écoles primaires et plus de 60 pour cent des écoles secondaires de Zambie.

ZIMBABWE

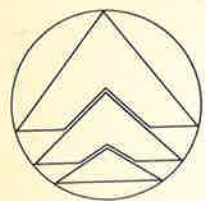
Le Conseil des ressources naturelles exécute actuellement une enquête sur l'incidence sur l'environnement de projets hydroélectriques prévus sur le Zambèze, par l'intermédiaire de son comité assisté par le Centre de la conservation pour le développement de l'UICN.



La SMC fournit certaines des réponses au problème essentiel auquel est confronté l'homme - celui de sa survie.

Photo: WWF

STRATÉGIE À L'ŒUVRE



ACTIVITÉS INTERNATIONALES

L'Association pour la conservation des Caraïbes a entrepris, par l'intermédiaire de son Programme d'aménagement des Antilles orientales une enquête sur les priorités de la conservation dans les îles orientales des Caraïbes et sur leur rapport avec les besoins des hommes et de la pérennité des ressources.

La Fédération internationale de la jeunesse pour l'étude et la conservation de l'environnement a distribué des exemplaires de la SMC dans son réseau, et a placé son séminaire en Inde en août dernier sous le thème des problèmes environnementaux des pays en développement. L'Association américaine des parcs zoologiques et des aquariums a noté que la SMC confirme que les populations en captivité et l'élevage font partie intégrante des programmes mondiaux de protection des espèces rares ou menacées de la faune. Elle a mis au point un plan de survie des espèces afin de coordonner les activités de ses membres, plan fondé sur un système international informatisé d'inventaire des espèces.

Le Conseil international pour la préservation des oiseaux (CIPO) a fourni un gros effort de planification interne afin de placer les priorités de son programme dans le contexte de la SMC puis de prendre des mesures au niveau des pays par l'intermédiaire de ses 65 sections nationales. L'Organisation pour l'étude phyto-taxonomique de la région méditerranéenne (OPTIMA) a fait des recommandations aux gouvernements de ses pays membres pour que soient préparées des listes nationales de «red data». Les objectifs du programme du Sierra Club sont liés à plusieurs des questions soulevées par la SMC. Le Sierra Club a collaboré étroitement avec des organismes du gouvernement américain à l'élaboration d'une politique, de programmes et d'une stratégie pour les forêts tropicales. Un rapport du Sierra Club sur les forêts tropicales humides du Venezuela a été réédité en 1980 par le gouvernement vénézuélien. Un programme sonorisé de diapositives sur la conservation des forêts humides a été préparé à l'intention des ONG. Le Club prépare une série d'études de cas sur l'histoire et le statut des ressources des mangroves, qui compare les programmes du Venezuela, de Trinidad et de Puerto Rico - trois approches différentes de la conservation. Le Club a également produit un programme sonorisé de diapositives sur les mangroves à l'intention de l'USAID et une bibliographie sur la gestion et l'utilisation des mangroves. Le Club a intégré dans son programme international un élément d'information et de formation environnementales. □



La SMC vise à conserver les processus écologiques essentiels et les systèmes de maintien de la vie, tels que la régénération et la protection des sols, dont dépendent la survie et le développement humains.

Photo: Paul W. Wach

SÉMINAIRE DE BRUXELLES: LA SMC APPLIQUÉE À L'EUROPE

Un séminaire sur l'étude des implications de la SMC pour la Communauté européenne (notamment pour ses politiques de l'environnement, d'aide au développement et sa politique agricole commune) a été organisé à Bruxelles en septembre 1981, par le Bureau européen de l'environnement, organe de liaison de plus de 60 ONG d'Europe occidentale.

Les participants ont tenté de déterminer quelle était l'incidence de la Stratégie sur les politiques agricole et de développement de la Communauté. Une attention particulière a été accordée à la nécessité de déterminer les mesures que devrait prendre la Communauté européenne pour mettre en œuvre les objectifs de la Stratégie en Europe et dans le monde en développement.

Les implications de la SMC ont été analysées dans l'optique de deux des politiques de la Communauté: la politique agricole commune et la politique de développement intéressant les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

Plus de 100 participants appartenant à 60 organisations de l'environnement, au Parlement européen et à la Commission européenne ont assisté au séminaire. Il était organisé par l'UICN, avec l'aide financière de la Commission européenne; du Ministère hollandais de la culture, des loisirs et du bien-être social, du Ernest Cook Trust, du PNUE et du WWF.

Le Dr Lee Talbot, dans un discours précisant les éléments fondamentaux de la SMC, a déclaré aux participants: «L'approche actuelle de la conservation est davantage orientée sur la guérison que sur la prévention. Lorsqu'un projet de développement est lancé, il est trop tard pour empêcher le mal d'être fait. Les objectifs de la conservation doivent être inclus dès le départ».

Parlant de la Communauté économique européenne (CEE), M. Talbot a noté que le commerce avec la CEE avait été un facteur de déclin important des ressources naturel-

les du tiers monde et qu'une grande partie de l'aide au développement était souvent infructueuse et contre-productive. «Des formes de développement à grande échelle et fondées sur un apport massif de capitaux, qui sont caractéristiques du monde industrialisé ont été trop souvent transférées sans effort d'adaptation à des conditions sociales, environnementales et culturelles différentes», a-t-il dit. Le fait est que, en dépit des millions de dollars de l'aide au développement, quelque 500 millions de personnes souffrent de malnutrition et un quart de l'humanité est considérée comme misérable ou pauvre.

Pour entamer le processus d'intégration des concepts de la Stratégie dans les politiques environnementales de la Commission européenne, les participants au séminaire ont demandé à la Commission européenne de présenter 16 propositions relatives à plusieurs questions importantes, dont: une politique forestière écologiquement rationnelle; la protection des terres humides existantes; des mesures efficaces pour prévenir les pluies acides; et la poursuite de politiques visant à conserver la diversité génétique des espèces sauvages et de leurs habitats. Le séminaire a chargé la Commission de préparer une analyse de la mise en œuvre de la Stratégie dans la communauté européenne.

Il a été convenu que, lorsque des propositions législatives touchant l'ensemble de la Communauté seraient examinées, les effets de leur mise en œuvre sur l'environnement seraient pris en considération dès le début. La Communauté européenne devrait également accorder la priorité à une action environnementale dans plusieurs pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, afin de les aider à élaborer leur propre stratégie de la conservation. La Communauté devrait fournir un appui aux programmes d'éducation et de formation afin d'encourager l'interdépendance entre l'agriculture et la conservation de l'environnement.

Suite de la page 3

une dimension humaine et avait pour but d'expliquer clairement que l'objectif de l'UICN englobait les aspects les plus larges de la conservation - ceux-là même qui sont maintenant clairement exposés dans la Stratégie mondiale de la conservation.

Pourtant, malgré tout cela, l'UICN a toujours été principalement connue pour ses activités dans les domaines les plus traditionnels de la conservation, notamment ceux des espèces menacées et des aires protégées. De fait, nombre de personnes associées à l'organisation s'étonnent encore de son solide acquis en matière de conservation liée au développement.

Il y a plusieurs raisons à cela. La plupart des fonds mis à la disposition de l'UICN ont été liés aux espèces et aux aires protégées, ce qui explique que l'Union ait pu consacrer plus d'efforts à ces questions qu'à d'autres. Les membres de l'UICN qui s'intéressaient surtout aux espèces et aux aires protégées, notamment au sein des commissions concernées, ont été particulièrement actifs et bien dirigés. Leurs réussites sont impressionnantes. Les *Red Data Books* de l'UICN, la liste des parcs nationaux et réserves analogues des Nations Unies, et les publications y relatives sont devenus des références de niveau mondial. L'UICN est l'autorité mondiale reconnue sur ces questions. (Ceci est également vrai des entreprises de l'UICN en matière de droit de l'environnement, mais les éléments constitutifs du droit international semblent être beaucoup plus spécialisés que ceux des espèces et des régions). Un autre aspect a peut-être trait aux noms de l'UICN. Même le nom actuel possède pour beaucoup de gens une connotation de conservation plus traditionnelle.

Par conséquent, même si l'UICN s'est intéressée, dès ses débuts, à la conservation dans son sens le plus large, et si elle a apporté aux questions de conservation et de développement une expérience scientifique et technique considérable, ses efforts dans ce domaine n'ont pas été aussi efficaces ou reconnus que ne le mérite l'importance de ces entreprises.

L'élaboration et le lancement de la Stratégie mondiale de la conservation et l'établissement du Centre de la conservation pour le développement sont en train de changer tout cela. Ces aspects élargis des travaux de l'UICN commencent à être reconnus et, ce qui est peut-être plus important encore, à recevoir les fonds qu'ils méritent.

Les membres de l'UICN, tant gouvernementaux que non gouvernementaux ont formellement approuvé la Stratégie mondiale et son approche de la conservation. L'Assemblée générale d'Ashkhabad y a consacré beaucoup de temps. Les membres ont participé activement pendant plusieurs années à l'élaboration de la Stratégie et l'Assemblée générale à Christchurch l'automne dernier, dont le thème était «La Stratégie mondiale de la conservation à l'œuvre» a manifesté son ferme appui à cette approche, par ses débats, ses résolutions et son approbation du programme en cours de l'UICN. Le Centre de la conservation pour le développement et les activités

CURRENT STATUS OF NATIONAL CONSERVATION STRATEGY (NCS) DEVELOPMENT (December 1981)

Pays	SNC demandée par:		SNC intégrée aux plans nationaux de développement	Demande spécifique d'assistance à l'UICN
	Gouvernement national	ONG nationale		
Afrique du Sud			Plan national de conservation en cours d'élaboration	
Arabie Saoudite	Oui			Oui
Australie			SNC en cours d'élaboration	
Belize	Oui			Oui
Brésil		Oui		
Cameroun			SC subnationale en cours	
Canada		Oui		
Iles Caroline			SNC en cours d'élaboration	
Costa Rica			A l'examen	
Egypte	Oui			
Fidji			SNC en cours d'élaboration avec l'UICN	
Ghana	à l'examen			
Grèce			SNC en cours d'élaboration avec l'UICN	
Guatemala	Oui		Oui	
Guinée Bissau	à l'examen			
Honduras	Oui		Oui	Oui
Inde	Oui			Oui
Italie	Oui	Oui		Oui
Japon		Oui		
Kenya	à l'examen		à l'examen	
Libéria	à l'examen		Oui	
Madagascar	à l'examen			
Malaisie			SNC en cours d'élaboration	Oui
Népal	Oui			Oui
Norvège			SNC en cours d'élaboration	
Nouvelle Zélande			SNC en cours d'élaboration	
Ouganda	à l'examen			
Pays-Bas			SNC en cours d'élaboration	
Philippines	Oui			Oui
Rwanda				Oui
Sénégal	à l'examen		Oui	
Sierra Leone			Oui (provincial)	
Tanzanie			Etude initiale terminée; étude définie à l'examen: mission IUCN prévue au printemps 1982	
Thaïlande			SNC terminée par IUCN/NEB	
Zaire	à l'examen			
Zambie	à l'examen			
Zimbabwe			Oui	

connexes du Secrétariat et de certains conseillers ont, cette année déjà, ouvert de nouvelles sources d'appui importantes, permettant d'étendre les activités de conservation dans de nombreuses parties du monde.

Il est important de noter que l'UICN étend son domaine d'action, son expérience et son appui sans donner plus d'importance à un domaine aux dépens d'un autre. Une bonne part de la force de l'UICN réside dans la grande variété d'expérience scientifique et technique à laquelle elle peut faire appel et dans la vaste gamme d'activités de conservation qu'elle peut réaliser. Les divers intérêts et capacités de l'UICN en matière de conservation se renforcent mutuellement; ils sont tous importants et contribuent tous à notre mission fondamentale. Par conséquent, plus chacun des éléments sera efficace et solide, plus l'ensemble sera fructueux. □

Suite de la page 9

groupements taxonomiques; sur les escargots terrestres des îles du Pacifique et les coléoptères de la forêt de Capleston (NZ) qui seront des répartitions par faune; et sur les invertébrés de la péninsule de Banks et les insectes de la Dune d'Antioche qui sont des groupements par habitat.

Chaque section comportera une courte description des invertébrés considérés, de leur importance économique et écologique, et des types d'activités humaines qui pourraient les affecter.

Bien qu'il reste encore beaucoup de travail, les progrès sont évidents. Il nous faut encore des informations et nous acceptons volontiers les suggestions pour l'inclusion d'autres taxa.

Pour tous renseignements sur la conservation des invertébrés, s'adresser à Bob Pyle et Sue Wells, USCCE, 219C Huntingdon Road, Cambridge CB3 0DL, R.-U. □



Même si le hangul est protégé sur tout le territoire, la surveillance est souvent relâchée.

Dessin: Helmut Diller

LA PROMOTION DE L'ÉCOLOGIE

Dr G. Carleton Ray

Ceux qui s'embarquent dans des activités dont on peut être sûr qu'elles causeront des dégâts irréparables, nous assurent fréquemment de leur souci de «protéger l'écologie». Avec un vocabulaire tout aussi inapproprié, une firme américaine nous dit que pour neuf centimes par mois, son «écologiste» élimine les mauvaises odeurs ménagères. Mais si l'«écologie» est largement mal comprise - au point qu'on la confonde avec l'«environnementalisme», il en va de même pour la conservation et ses avocats qui sont, parfois non sans raison, accusés de parti pris non-scientifique.

Pareilles inexactitudes sont-elles néfastes? Sont-elles, en partie, leur propre fait? Ont-elles quoi que ce soit à voir avec la nature de la plaidoirie, les projets soutenus, ou leurs résultats? Et - point capital - comment peut-on promouvoir l'écologie (qui vient du grec «la science de la maison»)?

La Stratégie mondiale de la conservation aborde ces questions. Elle propose, pour la première fois au niveau mondial, une démarche dépassant largement la protection ultime des espèces et des habitats, en tendant vers la pérennité des processus écologiques et de l'utilisation des ressources. Cependant, je reste convaincu que les organisations de conservation soutiennent en trop grand nombre des projets qui traînent loin derrière les objectifs plus larges de la Stratégie mondiale de la conservation. L'excuse souvent avancée est qu'il est difficile de réunir des fonds pour l'utilisation et la protection des processus, mais n'est-ce pas, dans le meilleur des cas, un échec promotionnel et éducatif? Au pire, cela démontre un manque de reconnaissance des questions écologiques et sociales en ces temps de crise mondiale des ressources.

Il est parfaitement clair que pratiquement toutes les activités de conservation nécessitent la recherche fondamentale en écologie la plus innovatrice. «Protéger l'écologie» implique le maintien de la crédibilité scientifique de l'«environnementalisme»; de même, «Promouvoir l'écologie» nécessite une participation bien plus grande des organisations de conservation à l'écologie. Cela implique de confronter les buts intéressés de la plupart des firmes consultantes, et de transmettre aux groupes d'utilisateurs et aux gouvernements des avantages pour la conservation.

Afin d'attirer toujours plus de scientifiques, ceci signifie qu'il faut reconnaître les gratifications intellectuelles de l'effort scientifique, notamment les publications. Trop souvent, les organisations de conservation répugnent à utiliser des fonds pour des publications. Trop souvent aussi, les résultats de nombreux projets sont reflétés beaucoup trop tard dans les publications.

L'on ne servira les objectifs de la Stratégie mondiale de la conservation qu'en soutenant davantage, moralement et financièrement, la science écologique, notamment par la publication des résultats de travaux. Alors seulement les techniciens et stratèges de la conservation, les gestionnaires et les juristes - qui se sont montrés efficaces jusqu'ici - et les planificateurs et les éducateurs - qui ne l'ont généralement pas été, pourront-ils disposer des connaissances fondamentales nécessaires pour que la conservation aille de pair avec le développement.

Les données écologiques fondamentales de plus en plus nécessaires pourraient aussi permettre aux économistes sur lesquels se fondent les gouvernements et les milieux d'affaires, d'utiliser leur savoir considérable à «gérer la maison» selon l'étymologie grecque, plutôt qu'à d'inutiles exercices d'analyse de coûts et de profits monétaires.

G. Carleton Ray, de l'Université de Virginie, est consultant auprès de la Commission des parcs nationaux et des aires protégées de l'UICN.

SAUVONS LE CERF DU CACHEMIRE

Dr G.M. Oza

Le cerf du Cachemire (*Cervus elaphus hangul*) court le plus grave danger. Il y a 30 ans, 2000 animaux au moins prenaient leurs quartiers d'hiver dans le sanctuaire de Dachigam, au Cachemire. Aujourd'hui, on en dénombre 200 seulement.

Bien que des mesures de conservation aient été lancées il y a plus de 10 ans, elles auraient un impact plus grand si les gouvernements du Jammu et du Cachemire leur apportaient un soutien sincère.

A mon avis, des études approfondies devraient être menées dans le sanctuaire de Dachigam et dans les vallées voisines pour évaluer la situation du cerf du Cachemire et trouver de meilleures méthodes de protection. Une tâche importante consiste à déterminer si la concurrence écologique est possible grâce à une meilleure connaissance de la flore de l'habitat de cette espèce.

Il faudrait instituer de lourdes peines pour les braconniers pris en flagrant délit. Il convient de sensibiliser l'opinion publique à la situation grave dans laquelle se trouve le cerf du Cachemire, et d'encourager les efforts entrepris pour le préserver.

A mon avis, le braconnage est la principale cause du déclin dramatique de ce cerf ces 25 dernières années. Autres raisons: le développement agricole des terrains où il hivernait, les perturbations dues à l'homme et le pâturage illégal, mais néanmoins admis par le gouvernement, de moutons dans le secteur nord-ouest du sanctuaire. La présence légale ou non de troupeaux dans le sanctuaire en été ne devrait pas être tolérée. Des mesures énergiques contre le braconnage sont nécessaires.

Note de la rédaction: Plusieurs associés à l'UICN ont effectué des études sur le besoin de la conservation du cerf du Cachemire, à commencer par L.M. Talbot, suivi de M.M. C.W. Holloway, G.B. Schaller, A.R. Wani et F. Kurt. M.M. Holloway et Wani ont préparé un plan de gestion de Dachigam qui fut révisé ultérieurement par M. Kurt.

M. Oza est associé à la Commission de la sauvegarde des espèces de l'UICN. Il est Secrétaire général de la Société indienne des naturalistes et rédacteur-fondateur de Environmental Awareness.

LA BANQUE MONDIALE PRÔNE LA COOPÉRATION

Environnement est un mot qui est sur toutes les lèvres aujourd'hui à la Banque mondiale. La nouvelle attitude de la Banque vis-à-vis des prêts internationaux met d'avantage l'accent sur l'environnement dans la planification des projets de développement.

«Le développement durable et la conservation avisée se renforcent mutuellement et sont des objectifs absolument indissociables», a déclaré le président de la Banque mondiale, M. A.W. Clausen, qui vient de faire une conférence sur les sciences environnementales à Washington, fut président de la Banque d'Amérique. «Nous n'allons pas financer un projet qui compromet sérieusement la santé publique ou la sécurité», a-t-il dit. La Banque mondiale demande que les projets qui lui sont soumis soient examinés par une unité environnementale spéciale.

Les experts environnementaux de la Banque ont examiné plus de 2000 projets et programmes dans les pays en développement depuis 1970. Ils se sont rendus compte qu'il est beaucoup moins coûteux de prêter attention aux intérêts environnementaux que l'on imaginait.

«Nous sommes convaincus qu'il coûte bien moins cher d'introduire le facteur environnement dans la planification de

projets que de l'ignorer et en payer la facture après coup», fit remarquer M. Clausen.

Parmi les activités environnementales les plus efficaces, on peut noter celles qui aboutissent en même temps au développement et à sa pérennité. Selon le président de la Banque mondiale, l'amélioration des systèmes d'approvisionnement en eau et d'enlèvement des déchets et des réseaux énergétiques sont au nombre des domaines où les buts du développement économique coïncident avec ceux de l'amélioration de l'environnement.

Les programmes de prêts de la Banque mondiale pour l'approvisionnement en eau et l'élimination des déchets sont passés, en moyenne annuelle, de 300 millions de dollars vers le milieu des années 70 à plus de 700 millions actuellement. Aujourd'hui, la Banque met l'accent sur les techniques économiques (telles que les pompes à eau manuelles qui coûtent cinq à dix fois moins que les canalisations). Ceci permet d'améliorer l'environnement de davantage de familles compte tenu des contraintes budgétaires des gouvernements.

La Banque mondiale mène activement un programme d'investissements dans l'infrastructure urbaine visant à introduire des technologies appropriées et à mettre au

point des institutions mieux adaptées à la croissance tentaculaire des villes dans le tiers monde.

L'énergie figure comme l'agriculture et le développement rural au nombre des priorités de la Banque. Des activités sont en cours pour encourager la conservation de l'énergie et la mise au point de sources d'énergie renouvelable.

«La conservation de l'énergie est devenue le thème principal de notre dialogue avec les gouvernements emprunteurs concernant leurs stratégies de développement», fait remarquer M. Clausen. «L'importation d'énergie représente maintenant une lourde charge financière pour les pays en développement qui ne sont pas suffisamment autonomes pour l'énergie». La Banque mondiale donne la priorité au bois dans le domaine des sources énergétiques renouvelables et une forte extension du programme forestier de la Banque est en cours.

Le président de la Banque mondiale a demandé aux environnementalistes de se joindre à la communauté du développement pour contribuer à accélérer la croissance économique et améliorer la qualité de la vie dans les pays en voie de développement. □

LE PNUE PRÉVOIT UN ARBRE POUR CHAQUE ENFANT



L'actrice Cicely Tyson au Kenya pour le lancement du programme du PNUE «Un arbre pour chaque enfant», en janvier 1982.

Photo: PNUE

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a mis le problème du déboisement en tête des activités commémoratives qui marqueront le dixième anniversaire de la naissance du PNUE lors de la Conférence historique de Stockholm en 1972. Il s'est fixé comme objectif particulier de raviver l'intérêt public pour la protection des forêts du globe, d'enrayer la destruction gratuite des arbres et d'encourager les projets de reboisement dans le monde entier.

Il y a plusieurs façons de réaliser cet objectif. Selon les responsables du PNUE, l'une des plus satisfaisantes est d'y intéresser les enfants. Les enfants d'aujourd'hui définiront le cours du monde de demain, c'est pourquoi le PNUE lance un projet axé sur la jeunesse et intitulé «Un arbre pour chaque enfant». Le projet espère susciter un intérêt pour les forêts en disparition dans le monde.

Le PNUE projette d'encourager les ONG, les parents et les organisations à participer à cette plantation d'arbres, en plantant un «arbre anniversaire» pour chaque enfant en 1982. Les enfants sont encouragés à demander que leur arbre ou un arbre analogue soit planté dans une région où les arbres et les forêts sont menacés.

Un programme d'éducation est également prévu par l'intermédiaire des bibliothèques pour enfants qui aideront ces derniers à mieux comprendre les problèmes de l'environnement grâce aux arbres.

Plusieurs pays ont promis une aide bilatérale au cours de l'année pour planter des arbres dans les pays en développement qui voient leurs forêts s'évanouir. □



Des ânes asiatiques sauvages réintroduits dans la réserve de Meana-Chaachinski, dans la République socialiste soviétique turkmène, 1980.

Photo: A. Bannikov

La réintroduction en deux étapes de l'âne sauvage d'Asie (*Equus hemionus*) s'est terminée avec succès en Union soviétique l'an dernier. De 1978 à 1980, 22 animaux ont été transférés de la réserve naturelle de Badkhyshy en RSS de Turkménistan vers deux sites au pied des monts orientaux et centraux de la chaîne du Kopetdag. Ce sont les premières expériences de cette nature jamais entreprises par les scientifiques soviétiques. M. A. Bannikov, membre honoraire de la Commission de sauvegarde des espèces, indique que les travaux ayant trait à la réintroduction de cette espèce au Turkménistan et dans d'autres républiques de l'Asie centrale, devraient se multiplier à l'avenir.

En 1941, la situation paraissait bien sombre. La population d'ânes sauvages d'Asie en URSS ne se montait alors qu'à 200 - 300 animaux protégés dans la région située entre les fleuves Tedgen et Murgav, actuel site de la réserve naturelle de Badkhyshy. Mais bientôt, les choses s'arrangèrent. Des comptages sélectifs effectués en 1978-1980 ont montré qu'il y avait maintenant 2000 animaux dans la région. La réintroduction dans d'autres régions turkmènes devenait donc possible.

Le premier site de réintroduction choisi est le sanctuaire de Meana-Chaachinsky, dans la vaste plaine désertique à l'est des monts Kopetdag. L'âne sauvage y était commun jusqu'au début des années 30,

RÉINTRODUCTION MENÉE À BIEN AU TURKMÉNISTAN

mais les derniers animaux ont été observés dans la région en 1938 - fait remarquer M. Bannikov.

En avril 1978, des scientifiques soviétiques ont transféré 3 mâles et 8 femelles de la réserve naturelle de Badkhyshy, dans un enclos de 50 m de diamètre, à Meana-Chaachinsky, où ils sont restés un an. Après avoir été relâchés, les ânes ont constitué un troupeau de huit femelles et un mâle, les deux autres mâles préférant rester à distance. Tout se passa bien. «L'hiver de 1979-1980 fut particulièrement doux», se souvient M. Bannikov. Au printemps, les ânes sauvages se rapprochèrent des contre-forts montagneux où les jeunes naquirent. En juin, ils retournèrent dans la région initiale. Sept femelles eurent des petits. En 1981, cinq autres ânes vinrent grossir le troupeau.

«Le nouveau troupeau d'ânes sauvages était maintenant complètement constitué», souligne M. Bannikov. «La structure de la population et le comportement social caractéristiques de l'espèce y sont préservés».

En décembre 1980, la deuxième phase de la réintroduction commença. Cette fois, onze animaux (8 femelles et 3 mâles) furent transférés de la réserve naturelle de Badkhyshy au sanctuaire de Kuruhaudan, situé à 175 km environ à l'ouest de la première région de réintroduction. Les animaux furent relâchés après avoir passé un an et quatre mois dans un enclos. Une femelle mourut immédiatement tandis qu'un mâle était chassé du groupe par ses rivaux. A la mi-mai, quatre femelles mirent bas.

«La structure de la population caractéristique de l'espèce est également préservée dans ce troupeau», précise M. Bannikov.

«Les résultats de l'expérience parlent en faveur de la grande viabilité de ces animaux. Ils montrent leur capacité de s'adapter rapidement lorsqu'on les déplace dans de nouvelles régions, tout en conservant une grande capacité reproductive».

Remarque de la rédaction: La réserve de Badkhyshy est le seul endroit en URSS où est préservé Equus hemionus. Il y a également bien d'autres espèces dans la réserve, notamment Gazella subgutturosa, Acinonyx jubatus, Felis caracal, Mellivora indica, Felis pardus, et d'autres espèces méridionales. La réserve a une superficie de 75 000 ha. Adresse: RSS Turkmène, Kushka, Morgunovsky Settlement.

NOUVELLES BRÈVES

NOUVELLE RÉSERVE EN INDONÉSIE

Selon le *Indonesian Nature and Science Newsletter* (No. 19, octobre 1981), une île dans le district de Berau du Kalimantan oriental a été déclarée réserve naturelle pour les tortues marines. Les 200 hectares de l'île Pulau Semama ont été choisis comme réserve par le gouvernement local car la population de ces animaux a diminué ces dernières années. Parmi les cinq espèces de tortues marines en Indonésie, deux seulement sont protégées par la loi, *Dermochelys* et *Eretmochelys*. L'espèce *Chelonia* n'est pas encore protégée bien que ses sites de reproduction soient généralement surveillés par le gouvernement local, car les œufs sont encore récoltés et utilisés comme source de protéines.

PLANTATION D'ARBRES EN AUTRICHE

La ville de Vienne, Autriche, embellit au fur et à mesure des progrès d'une campagne visant à planter 500 000 nouveaux arbres. Depuis plusieurs années, l'intérêt de la ville pour la protection des arbres s'est accru et la municipalité s'efforce non seulement de préserver les jardins et les parcs existants, mais d'en accroître le nombre et la surface. (Bulletin du Conseil de l'Europe).

PREMIER PARC NATIONAL EN AUTRICHE

Le 24 janvier 1981, la portion carinthienne du Parc du Hohe Tauern (qui cou-

vre les provinces du Tyrol, de Salzbourg et de la Carinthie) a été déclarée parc national. Il s'agit du premier parc national en Autriche. Une étude complète du parc vient d'être publiée. Nationalpark, Hohe Tauern in Kärnten, Amt der Kärntner Landesregierung, A-9010 Klagenfurt, Autriche (Bulletin du Conseil de l'Europe).

PROBLÈMES POUR LES FORÊTS BAVAROISES

La forêt bavaroise, l'une des plus riches de la République fédérale allemande est gravement atteinte. 1500 hectares ont été perdus au cours des cinq dernières années, malgré la loi allemande sur la protection des forêts qui recommande que chaque sec-

Suite en page 25

LA FONDATION NIGÉRIANNE POUR LA CONSERVATION PREND UN BON DÉPART

Jimoh Omo-Fadaka

La Fondation nigérienne pour la conservation, qui a son siège à Lagos, a commencé ses activités le 1er octobre 1981. Elle promet de faire une révolution tranquille dans la conservation au Nigeria qui pourrait bien donner à la conservation une influence politique importante dans la gestion des ressources du pays. La Fondation pourrait aussi constituer un apport positif

et constructif pour la planification et la protection environnementale au Nigeria.

Bien que l'inauguration officielle de la Fondation ne doive avoir lieu avant février 1982, de nombreuses personnalités nigériennes des milieux diplomatiques et des affaires lui sont déjà étroitement associées. M. Olayinka Fisher, son directeur, a travaillé au ministère des affaires étrangères du Nigeria. Des hommes d'affaires comme le chef S.L. Edu, MM. A. Guobadia et A.

Leventis se sont joints à Mlle Aduke Moore, l'une des femmes les plus influentes du Nigeria, au Conseil de la Fondation.

Bien que l'on s'attende que la Fondation accorde beaucoup d'attention aux questions liées au développement, la conservation jouera également un rôle de premier plan dans sa politique.

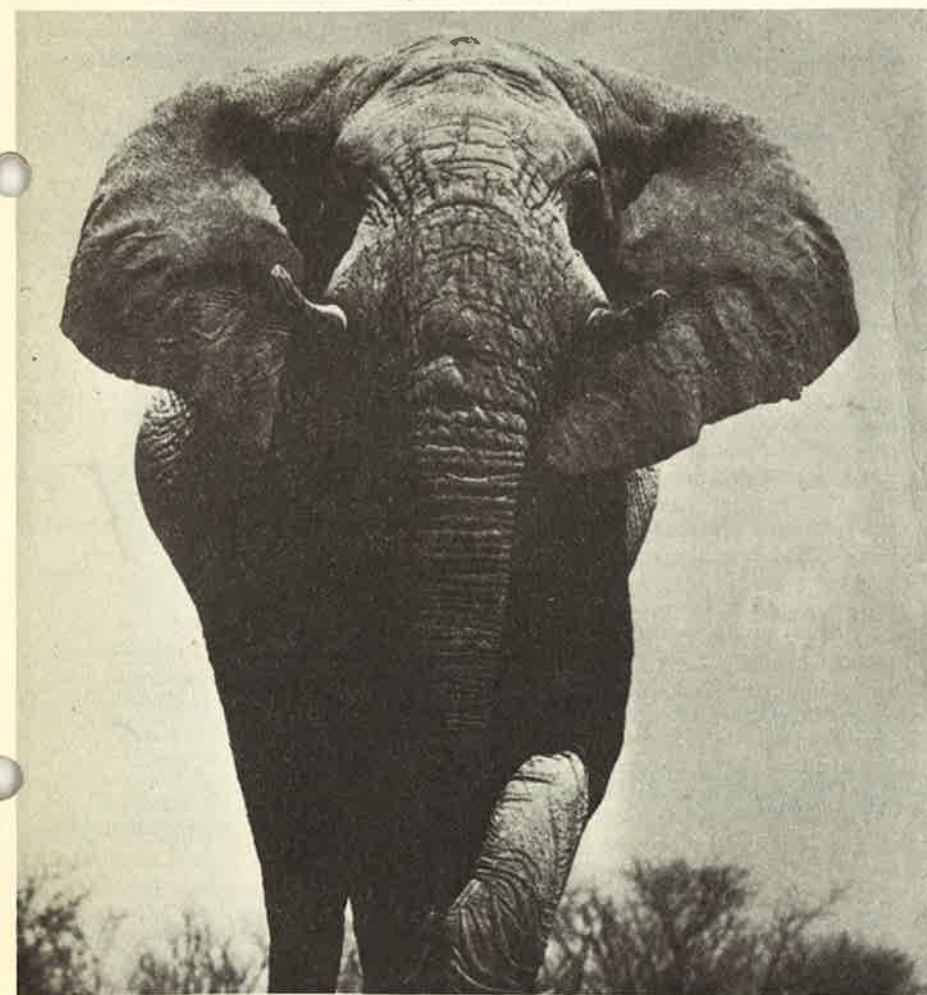
«La conservation et le développement sont des processus complémentaires», a déclaré M. Edu, président du Conseil d'administration. «La conservation devrait s'efforcer de garantir l'utilisation durable de la nature et des ressources naturelles, notamment de la faune. Alors que le développement élève le niveau de vie, la conservation s'efforce de garantir que les avantages du développement seront maintenus à long terme», a-t-il indiqué.

La Fondation peut s'atteler à certains besoins fondamentaux et urgents au Nigeria. M. Edu donne des exemples: «Il est nécessaire de pouvoir continuer à utiliser le bois comme combustible. Notre industrie de la pêche est paralysée par les polluants et la destruction des zones de frai. Nos parcs nationaux ont besoin d'être correctement structurés et gérés efficacement afin d'être des lieux de détente tout en préservant une partie de notre patrimoine naturel. La Fondation encouragera les efforts du Gouvernement dans cette voie».

La Fondation, organisme sans but lucratif, sensibilisera les Nigériens à l'importance de la conservation et de l'utilisation avisée de toutes les ressources naturelles du pays, notamment de la faune. Elle s'efforcera d'éveiller l'opinion publique à ces questions, notamment en produisant des films et un matériel éducatif pour les écoles et les media. La Fondation encouragera et financera des projets de recherche pour pallier à la limitation des fonds qui affecte de nombreux projets bénéfiques pour la conservation, lancés par des scientifiques nigériens et étrangers dans les grandes écoles nigériennes. La Fondation réunira aussi des fonds pour mener à bien ces activités.

Le travail de la Fondation devrait aboutir à l'élaboration d'un cadre pratique pour un concept élargi de la conservation et le maintien de la qualité de l'environnement du pays au profit des générations actuelles et futures.

Jimoh Omo-Fadaka est journaliste à The Ecologist



Les activités de la Fondation nigérienne pour la conservation aideront peut-être les populations de faune africaine qui sont en diminution, comme l'éléphant.

Photo: I. Douglass-Hamilton

Suite de la page 24

tion de forêt abattue soit remplacée par des plantations de même surface. 80 000 hectares de conifères sont actuellement atteints dans le Baden-Wurtemberg et la Bavière. Les pluies acides sont la cause de ce déclin. (Bulletin du Conseil de l'Europe).

UN COMITÉ D'ÉDUCATION FORMÉ EN CHINE

Trois provinces du nord-est de la République populaire de Chine - Heilongjiang, Jilin et Lianing - ont décidé de prendre des

mesures concertées pour protéger la faune et la flore, communique le *Guangming Daily*.

Un comité conjoint a été formé pour coordonner les activités des écoles, des instituts de recherche et des unités de production dans ces provinces. Les experts qui participaient à la réunion d'inauguration du comité à Qiqihar ont proposé, entre autres mesures, d'enseigner à la population l'importance de la protection de la faune et de la recherche scientifique dans ce domaine.

Rien que dans ces trois provinces, on compte 530 espèces d'oiseaux et d'animaux

sauvages. Selon le comité, une action concertée est indispensable car la faune et ses habitats s'amenuisent régulièrement.

NOUVELLE RÉSERVE A GUANGDONG

Une nouvelle réserve naturelle vient d'être créée dans le sud de la Chine. La Province du Guangdong a désigné une surface de 7 333 hectares comme réserve naturelle sous protection spéciale. La région est bien connue pour ses plantes médicinales, le tigre indochinois, le pangolin et le cerf tacheté.

AUTOUR DU MONDE

BONNE NOUVELLE POUR LA FAUNE OUGANDAISE

Selon Robert Malpas, un biologiste de l'UICN/WWF, le changement politique en Ouganda constitue une bonne nouvelle pour les écologistes. Malpas connaît le sujet, puisqu'il a passé au total dix ans en Ouganda, dont une période sous le gouvernement d'Idi Amin.

Amin est arrivé au pouvoir en 1971. Au cours des huit ans de son administration, la surveillance des lois dans les parcs et réserves est tombée à zéro, ce qui a bien évidemment entraîné une augmentation marquée du braconnage et de l'empiètement sur les réserves. Les soldats d'Amin entre autres chassaient partout dans les parcs d'Ouganda au milieu des années 60, souvent avec l'aide d'équipement puissant et d'hélicoptères. Il en est découlé la disparition quasi totale du rhinocéros dans le pays, et une chute du nombre des éléphants, passés de 30'000 à 2'000.



Le rhinocéros le plus abondant en Afrique est le rhinocéros noir, mais l'on a enregistré des pertes alarmantes ces dernières années. En Ouganda, il n'existe peut-être même plus.

Photo: Donald Paterson

Malpas estime que le déclin des ressources naturelles au cours de l'époque Amin n'est pas entièrement imputable au chef ougandais. «La situation de la faune s'est détériorée pendant qu'Amin était au pouvoir», dit-il. «Ce n'est pas tant en raison de l'action directe d'Amin mais à cause de la détérioration de l'économie du pays et du système politique dans son ensemble».

Les choses vont mieux aujourd'hui. L'amélioration, lorsqu'elle s'est produite, a été progressive. Juste après le changement de gouvernement, l'aménagement des ressources naturelles ne figurait pas en tête des priorités. Selon Malpas, «C'est maintenant qu'une certaine stabilité politique a été atteinte que les choses commencent à changer. Le Président actuel, M. Milton Obote s'intéresse beaucoup à la conservation». (Le Directeur général de l'UICN a rendu visite au Président Obote et à Robert Malpas en Ouganda en mai 1981. L'un des Conseillers de l'UICN élus récemment vient de l'Ouganda).

La notion de conservation étant devenue une réalité en Ouganda, la mise au point d'un plan national de conservation présente un intérêt tout particulier. La décision d'entamer l'élaboration d'un plan de ce type est venue du gouvernement et reçoit l'appui de l'UICN et du WWF. Malpas a indiqué que des travaux ont été entrepris afin de rassembler les informations nécessaires et d'établir les éléments fondamentaux du plan d'ici la fin de 1982.

Ce ne sera pas une tâche facile. La première chose à faire est d'effectuer un relevé par région des réserves de faunes et de

forêts. «Nous n'avons aucune idée de l'état de conservation des réserves forestières de l'Ouganda actuellement ni des pressions de population qu'elles subissent», a déclaré Malpas. Il estime que le plan national sera moins ambitieux, pour commencer, que ceux d'autres pays qui possèdent déjà l'infrastructure permettant de mettre en œuvre de telles stratégies.

«Il nous faut déterminer quelle est la situation puis définir les problèmes» pense Malpas. Mais l'important c'est que l'effort de conservation en Ouganda ait pris un bon départ. □

DÉCÈS

Accident dans le parc de Kidepo

L'UICN a eu la tristesse d'apprendre le décès du garde en chef A.M.K. Bendebule, du garde S. Ndozireho et du mécanicien Katabalwa dans un accident d'avion dans le parc national de Kidepo, en Ouganda. L'avion s'est écrasé au décollage à la fin du mois d'octobre 1981. Un autre garde, M. N. Adupa, fut alors blessé. Nous adressons nos sincères condoléances aux familles et aux amis des disparus et tenons à exprimer notre appréciation des efforts remarquables de ces hommes dévoués à la cause de la conservation en Ouganda.

Monsieur Marion Dary

C'est avec grand regret que le secrétariat de l'UICN a appris le décès, le 13 décembre 1981, de M. Mario Dary, recteur de l'Université de San Carlos, au Costa Rica. Mario Dary était l'une des figures les plus remarquables des milieux de la conservation en Amérique Centrale. Il a joué un rôle de premier plan dans la création d'une réserve consacrée à la protection du quetzal dans le Nord-Est du Guatemala. Il fut Directeur de l'Association guatémaltèque d'histoire naturelle. Dary fut également à la direction de la FEMAC et reçut la première conférence régionale d'ONG du Guatemala en décembre 1978 lors de la création de la FEMAC. Il a été assassiné par des inconnus à l'Université de San Carlos. Sa disparition est une lourde perte pour le monde de la conservation car il était non seulement une force vive de la conservation dans son pays, mais aussi le formateur de douzaines de jeunes étudiants des sciences naturelles.

Fred Packard

Fred Mallery Packard, 68 ans, spécialiste international des parcs et de la conservation, retraité du Service des parcs nationaux des Etats-Unis, est décédé le 5 décembre 1981, à son domicile en Virginie, des suites d'une crise cardiaque. Il avait également été le premier secrétaire de la Commission des parcs nationaux de l'UICN.

Fred obtint sa licence en ornithologie à l'Université des recherches sur le mouton des Montagnes Rocheuses dans le Parc national de Rocky Mountain, en tant que conservateur au Service des parcs nationaux, avant d'obtenir sa maîtrise à l'Université du Colorado.

Après avoir servi dans la marine pendant la Deuxième guerre mondiale, il se déplaça dans la région de Washington pour devenir secrétaire exécutif de l'Association des parcs nationaux. Fred devint ensuite spécialiste de la gestion de la faune pour le Bureau de l'aménagement du territoire en 1962, passant au Service des parcs nationaux deux ans plus tard en tant que spécialiste international.

Au service des parcs nationaux, il négocia un accord entre les Etats-Unis et le Japon sur la gestion des parcs et conseilla les gouvernements de la Tanzanie, du Kenya et de l'Ouganda sur les parcs et les expositions à l'intention du grand public. Il aida à organiser la première et deuxième Conférences mondiales sur les parcs nationaux en 1962 et 1972 et collabora à la préparation de la première Liste des parcs nationaux et réserves analogues des Nations Unies.

Fred prit sa retraite en 1978, mais demeura actif au sein de la CPNAP, encourageant plusieurs nouvelles initiatives, notamment la création de la médaille de la valeur pour les parcs nationaux; il offrit aussi des avis concernant la récolte de fonds, le congrès mondial sur les parcs nationaux et bien d'autres sujets.

Fred Packard fut membre d'honneur de l'UICN et un pionnier dans le domaine de la coopération internationale pour les questions des parcs nationaux, et il nous manquera à tous. L'UICN/CPNAP honorer sa mémoire en donnant à la médaille de la valeur le nom de «Médaille internationale de la valeur Fred M. Packard pour les parcs». Un fonds commémoratif a été créé et toute contribution sera acceptée avec reconnaissance. Pour tous renseignements, veuillez vous adresser au Secrétariat exécutif de la CPNAP (UICN, CH-1196 Gland, Suisse).

LE COIN DU LECTEUR

LIVRES



THE CANADIAN WILDLIFE ALMANAC

Darryl Steward
Lester & Orpen Dennys Ltd., 78 Sullivan Street, Toronto, Canada M5T 1C1, 1981. 133 pp., illustré
Prix: 9.95 dollars E-U

Le *Canadian Wildlife Almanac* est un ouvrage unique qui résume les données concernant la faune sauvage du Canada; il est présenté sous la forme traditionnellement accessible et attrayante de l'almanach pour le plus grand plaisir des naturalistes, des étudiants et des amis de la nature. Il a été publié pour célébrer la richesse du patrimoine naturel du Canada. (Ce pays abrite 524 espèces d'oiseaux, 192 espèces de mammifères, 43 espèces de reptiles, 37 espèces d'amphibiens et 82 espèces de poissons d'eau douce). Il donne une image pleine de sensibilité de certaines des espèces disparues ou menacées du Canada et rassemble toutes les données concernant la faune canadienne. L'Almanach dresse la liste des dates importantes de l'histoire naturelle, fournit les listes complètes des espèces variées de la faune canadienne et possède des centaines de magnifiques illustrations - gravures et les propres dessins de l'auteur - qui agrémentent chaque page. (Darryl Steward est bien connu pour ses talents de journaliste, auteur et illustrateur de la nature). RS □

WILDLIFE OF NEPAL

Tej Kumar Shresta
Curriculum Development Centre, Tribuvan University, Kathmandu, 1981. 734 pp., illustré. Prix: 13 dollars

Tej Kumar Shresta nous donne ici l'aperçu le plus complet jamais rédigé sur les ressources animales de la partie népalaise de l'Himalaya, traitant de tout, des tigres aux poissons. Ce volume, instructif, bien illustré et facile à lire, débute par un examen des aspects généraux de la conservation, y compris la situation actuelle de la conservation de la faune au Népal, l'impact de l'homme sur la nature et les différentes mesures prises par le gouvernement pour aménager la faune et ses habitats. Ainsi, le Parc national Khumbu dans la région de l'Everest et le Parc national royal Chitwan dans la plaine du Teray font l'objet d'une description détaillée.

L'ouvrage traite de quelque 29 espèces de mammifères importants et offre une section sur l'ornithologie du Népal. Les oiseaux sauvages, leurs migrations et leur importance économique sont décrits, bien que seuls le cratérope épineux, endémique au Népal et le danpheu ou faisane monal, oiseau national du Népal soient traités en détail. Le chapitre sur les reptiles et les amphibiens est très complet et fournit tout un panorama, du gavial (un crocodile qui se nourrit de poisson et est menacé d'extinction) aux nombreux amphibiens du pays. Un absent: le seul membre de l'ordre des Urodèles vivant au Népal, découvert dans ce pays en 1973, la salamandre *Tylotriton verrucosus*. La faune des rivières est bien représentée et l'ouvrage traite des espèces importantes telles que le mahaseer, diverses truites, les anguilles et d'autres espèces présentant un intérêt économique. L'ouvrage fournit des données de fond sur les zones d'habitat, les biotes des rivières et la conservation des poissons, et s'achève par une analyse brève mais utile de l'importance économique du poisson. *The Wildlife of Nepal* dédié à Sa Majesté Birendra Bir Bikram Shah Dev, constitue un excellent guide sur la manière de réaliser la coexistence entre l'homme et la nature dans l'Himalaya. JM □

BUILDING A SUSTAINABLE SOCIETY

Lester R. Brown
Un livre de l'Institut Worldwatch
W.W. Norton & Company, New York, 1981, 433 pp.

Dans cette intéressante étude, Lester Brown démontre avec force que les demandes alimentaires croissantes mènent à des pertes d'humus qui provoqueront une explosion du problème de l'alimentation au cours des années 80 et pourraient bien obliger les gouvernements à revoir sérieusement leurs politiques en matière de population. Le déboisement, le surpâturage et la surpêche minent la base des ressources de l'économie, entraînant l'équivalent biologique d'un déficit financier. Brown montre que, contrairement à ce qui s'est passé pour la civilisation Maya, dont le déclin rapide fut en partie imputable à l'érosion des sols, l'espoir demeure pour le vingtième siècle. La Chine a récemment diminué de moitié son taux de croissance démographique. Les importations américaines de pétrole ont diminué d'un tiers en deux ans. Il existe des indices d'un mouvement vers les énergies renouvelables qui donneront à l'économie une permanence qui manquait aux sociétés axées sur le charbon ou le pétrole. Brown analyse certains symptômes sociaux qui ouvrent la voie à une société durable et il donne une idée de ce qui se produit pendant la transition entre une société de gaspillage et une société durable. RS □

IBEXES IN AN AFRICAN ENVIRONMENT

Bernhard Nievergelt
Springer Verlag, Berlin, 1981, 89 pp., 40 figures. Prix: DM 89.—

Ibexes in an African Environment est une monographie sur l'écologie et le système social du bouquetin d'Abyssinie qui vit dans les Monts Simien, en Ethiopie. Cet ouvrage vient de paraître et porte le N° 40 de la série *Ecological Studies*. L'auteur, membre de la Commission de l'Ecologie de l'UICN y décrit la géographie, le climat et la végétation des Monts Simien ainsi que l'usage fait de cette région par les hommes. Ce site africain unique en Ethiopie (c'est aussi le seul habitat du bouquetin d'Abyssinie) a été récemment ajouté à la liste du patrimoine mondial. L'ibex est le principal sujet de la monographie, bien qu'une comparaison écologique avec l'oréotrague et le gelada soit également donnée pour ce qui est de l'habitat.

L'auteur conclut qu'une planification globale de l'utilisation des terres est nécessaire dans l'ensemble des Simien, ce qui comprend la mise au point de diverses pos-

sibilités d'aménagement pour les différentes zones d'intérêt et ceci du point de vue de la conservation. Il souligne qu'un projet aussi complet nécessitera l'apport de capitaux étrangers et l'appui des organisations internationales. MB □

UICN: Nouvelles publications

Deux nouvelles publications de l'UICN viennent de paraître (en anglais seulement). Le IUCN Environmental Policy and Law Paper N° 18, *The Environmental Law of the Sea*, compilé par Douglas M. Johnston (27.50 dollars) et le IUCN Environmental Policy and Law Paper N° 17, *Guidelines for National Implementation of the Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora*, Gerhar Emonds (12 dollars). Toutes deux sont disponibles auprès du Service des publications de l'UICN à Gland. □